



CONSEIL EXÉCUTIF

Trente-et-unième session ordinaire

27 juin - 1^{er} juillet 2017

Addis-Abeba (Ethiopie)

EX.CL/1016(XXXI)i A

Original : anglais

**RAPPORT DU SOUS-COMITÉ DU COREP
SUR LES PROGRAMMES ET CONFÉRENCES**

AFRICAN UNION

الاتحاد الأفريقي



UNION AFRICAINE

UNIÃO AFRICANA

P. O. Box 3243, Addis Ababa, ETHIOPIA Tel.: Tel: +251-115- 517 700 Fax: +251-115- 517844 / 5182523

Website: www.au.int

SC19892 – 122/12/29/24

**SOUS-COMITÉ DU COREP SUR LES
PROGRAMMES ET LES CONFÉRENCES**

1^{er} - 2 juin 2017

Bahir Dar (ÉTHIOPIE)

SCttee/Prog & Conf/Rpt(06-17)

Original : anglais

**RAPPORT DU SOUS-COMITÉ DU COREP
SUR LES PROGRAMMES ET LES CONFÉRENCES**

**RAPPORT DU SOUS-COMITÉ DU COREP
SUR LES PROGRAMMES ET LES CONFÉRENCES
1^{er} - 2 juin 2017, Bahir Dar (Éthiopie)**

INTRODUCTION

1. Le Sous-Comité du Comité des représentants permanents sur les programmes et des conférences a tenu une réunion à Bahir Dar les 1^{er} et 2 juin 2017 pour examiner les projets de programmes et les propositions de conférences pour 2018.

Participation

2. La réunion était présidée par S.E. L'ambassadeur de Dieudonné Ndabarushimana du Burundi, Président du Sous-comité des programmes et conférences. Ont participé à la réunion les représentants des États membres suivants :

- | | |
|------------------------|-------------------|
| 1. Afrique du Sud | 25. Madagascar |
| 2. Algérie | 26. Malawi |
| 3. Angola | 27. Mali |
| 4. Bénin | 28. Maroc |
| 5. Botswana | 29. Maurice |
| 6. Burkina Faso | 30. Mauritanie |
| 7. Burundi | 31. Mozambique |
| 8. Tchad | 32. Namibie |
| 9. Comores | 33. Niger |
| 10. Congo | 34. Nigeria |
| 11. Côte d'Ivoire | 35. Ouganda |
| 12. RDC | 36. Rwanda |
| 13. Djibouti | 37. Sénégal |
| 14. Égypte | 38. Swaziland |
| 15. Guinée Équatoriale | 39. Sierra Leone |
| 16. Érythrée | 40. Somalie |
| 17. Éthiopie | 41. Soudan du Sud |
| 18. Gabon | 42. Soudan |
| 19. Gambie | 43. Tanzanie |
| 20. Ghana | 44. Togo |
| 21. Guinée | 45. Tunisie |
| 22. Kenya | 46. Zambie |
| 23. Lesotho | 47. Zimbabwe |
| 24. Liberia | |

Ouverture

3. Le Président de la réunion a souhaité la bienvenue à tous les membres du Sous-comité et a invité toutes les délégations à travailler dans un esprit de coopération lors de l'examen des projets de programmes soumis par la Commission de l'Union africaine. Il a demandé aux présentateurs et aux membres du Sous-

comité de se concentrer uniquement sur les programmes, étant donné que le budget sera examiné ultérieurement par le Sous-comité sur les questions administratives, budgétaires et financières.

4. Le Vice-président de la Commission de l'UA, dans ses propos liminaires, a souhaité la bienvenue à tous les participants et a exprimé l'espoir que les délibérations de la réunion seront fructueuses. Il a indiqué que ce budget est le premier budget soumis par la nouvelle Commission et a exprimé l'espoir qu'il sera prêt pour soumission à l'approbation du Sommet de juillet.

5. Le budget de 2018 est parfaitement aligné sur les aspirations de l'Agenda 2063 et ses projets phares. Ce budget est également le premier budget pluriannuel, établi conformément à l'article 12 (5) du Règlement financier de l'UA.

6. Surtout, ce budget tient dûment compte de la Décision de Kigali sur le financement de l'Union, à hauteur de 100% pour le budget de fonctionnement, de 75% pour le budget-programmes et de 25% pour les opérations de paix à partir des fonds des États membres, d'ici 2020.

7. En outre, le thème proposé pour 2018, « Année de la lutte contre la corruption », est pris en compte dans les programmes proposés de l'Union.

Adoption de l'ordre du jour

8. Le projet d'ordre du jour a été adopté, comme suit :

- a) Allocution d'ouverture
- b) Organisation des travaux
- c) Examen des projets de programmes de la Commission de l'UA pour l'exercice 2018
- d) Examen du calendrier des réunions de 2018

Présentation par la Commission

9. Dans sa présentation, le Directeur de la planification stratégique, du suivi et de l'évaluation des politiques et de la mobilisation des ressources a informé la réunion que les projets de programmes sont alignés sur le premier Plan décennal de mise en œuvre de l'Agenda 2063 et ses projets phares, les réformes de l'UA qui ont été recommandées (principalement les principes de subsidiarité / de complémentarité et de planification et de mise en œuvre conjointes) et la feuille de route pour la préparation du Plan à moyen terme (PMT) 2018-2023, la mise en œuvre de la décision sur le financement de l'Union ainsi qu'un élément clé du renforcement des institutions et des capacités, de la communication et de la sensibilisation.

10. Le Directeur de la planification stratégique a ensuite indiqué brièvement les programmes clés de chaque Aspiration de l'Agenda 2063. Il faut noter que 46 % des programmes s'articulent autour de l'Aspiration 4 du premier Plan décennal de mise en œuvre de l'Agenda 2063.

11. Le Directeur de la planification stratégique a informé la réunion que pour orienter et faciliter les délibérations, les départements ont été invités à présenter leurs programmes en utilisant un modèle standard axé sur les aspirations/piliers, le titre du projet, la description/contexte du projet, les paramètres du projet, les résultats du projet et les principaux indicateurs de performance.

12. À l'issue de la présentation par le Directeur, les membres du Sous-comité ont fait des observations, comme suit :

- a) pourquoi certains départements ne participent-ils pas à la réunion et quand seront-ils présents à la réunion ;
- b) pourquoi tous les documents ne sont pas disponibles dans toutes les langues de travail de l'UA ;
- c) les membres du sous-comité ont également demandé des éclaircissements sur la répartition des projets de programmes 2018 au titre des Aspirations du premier Plan décennal de mise en œuvre de l'Agenda 2063 ;
- d) ils ont, en outre, voulu savoir si les projets de programmes 2018 tenaient compte de la baisse annuelle récurrente des fonds alloués par les partenaires, des décaissements tardifs et des capacités en ressources humaines ;
- e) la réunion doit se poursuivre avec les départements présents, en attendant que les autres départements les rejoignent;
- f) certains membres ont suggéré que la réunion rejette les projets de programmes et de budgets des départements qui ne sont pas présents à la réunion;
- g) il a été recommandé que la Commission distribue tous les documents aux membres présents à la réunion afin de faciliter les délibérations ;
- h) les membres du Sous-comité ont également demandé à la Commission de veiller à ce que les fonctionnaires concernés des organes / départements / unités soient présents pour faire les présentations et répondre aux questions des membres ; et
- i) les membres ont voulu savoir si les projets de programmes de 2018 avaient d'abord fait l'objet d'un contrôle interne avant d'être soumis au Sous-comité.

13. La Commission a répondu, comme suit :

- a) les efforts de suivi auprès des départements qui ne sont pas encore présents à la réunion sont en cours et la Commission espère que la plupart d'entre eux viendront à la réunion, en temps opportun ;

- b) en ce qui concerne la non-disponibilité des documents, la Commission a informé le Sous-comité que les documents ont été communiqués à tous les membres à travers le système des services de Conférence de l'UA ;
- c) s'agissant des critères sur la base desquels les programmes sont répartis par Aspiration, la Commission a informé la réunion que les projets de programmes ont été classés en fonction de leur alignement sur le premier Plan décennal de mise en œuvre de l'Agenda 2063, des ressources prévues et de la capacité de mise en œuvre des départements ;
- d) l'élaboration des projets de programme 2018 a pris en compte les défis de mise en œuvre, qui sont indiqués dans le Rapport sur l'exécution du budget-programmes pour 2016; et
- e) la Commission a indiqué que le projet de programme 2018 a fait l'objet d'un contrôle interne par le Comité interne sur les programmes et le budget avant la convocation de la réunion du Sous-comité des programmes et des conférences.

PRÉSENTATIONS DES PROJETS DE PROGRAMMES 2018 PAR DÉPARTEMENTS

I. BUREAU DU VÉRIFICATEUR INTERNE

14. Le Bureau du vérificateur interne a présenté un programme intitulé Amélioration de la fonction de vérification interne, qui est axé sur le renforcement des institutions et des capacités. Le projet est axé sur deux principales interventions, trois paramètres, deux résultats, six risques identifiés et quatorze activités principales.

15. Les membres du Sous-comité ont fait des observations, comme suit:

- a) les membres du Sous-comité se sont dits préoccupés par le fait que les recommandations de vérification ne sont pas mises en œuvre;
- b) ils ont voulu savoir si la Commission avait prévu des échanges de personnel avec les États membres ;
- c) ils ont demandé à la Commission pourquoi elle n'utilisait pas de tableau de bord pour présenter les résultats et les observations de la vérification;
- d) la Commission a été invitée à donner des éclaircissements sur l'indépendance du Bureau du vérificateur interne et son positionnement dans la structure hiérarchique ;
- e) les membres ont voulu savoir si le Bureau du vérificateur interne a des manuels de vérification pour assurer le respect continu des normes de

vérification étant donné le nombre important de départs de fonctionnaires de la Commission.

16. La Commission a fourni les réponses suivantes :

- a) le format du tableau de bord pour la présentation de l'état de la mise en œuvre des recommandations de l'audit a déjà été adopté par le Sous-comité sur les questions d'audit. Le format du tableau de bord sera utilisé, avec effet immédiat;
- b) le Bureau du vérificateur interne est indépendant en ce qui concerne la planification et l'exécution des fonctions de vérification, et rend directement compte au Président de la Commission et au Sous-comité sur les questions d'audit. Mais, le bureau du vérificateur interne n'est pas indépendant pour ce qui est du budget et des recrutements, puisqu'il relève de départements qui eux aussi font l'objet de vérification de sa part;
- c) il existe un manuel de vérification qui est aligné sur les directives et les normes d'audit des organes de vérification de renommée internationale;
- d) la Commission n'a pas encore établi de stratégie pour entreprendre des programmes d'échange de personnel avec les États membres. Toutefois, l'apprentissage par expérience est actuellement entrepris dans le cadre d'échanges de personnel avec les Nations unies et la Banque africaine de développement, ainsi qu'à travers la participation à des séminaires /ateliers de vérification internationalement reconnus ; et
- e) le taux de mise en œuvre des conclusions d'audit par les départements, les bureaux et les autres organes de l'UA est de 50 %, ce qui constitue une amélioration significative.

Recommandations

17. Le Sous-comité du COREP a fait les recommandations suivantes :

- i) **il devrait y avoir un tableau de bord présentant les conclusions et les recommandations de l'audit et la date de mise en œuvre de ces conclusions et recommandations;**
- ii) **le Bureau du vérificateur interne doit être doté des moyens qui permettent à son personnel de participer à des conférences internationales pertinentes afin d'acquérir l'expertise nécessaire pour moderniser /améliorer la qualité des rapports de vérification;**
- iii) **un manuel de vérification conforme aux directives et aux normes de vérification des organes de vérification de renommée internationale doit servir à assurer le respect continu des normes**

de vérification, compte tenu du nombre important de départs de fonctionnaires de la Commission ;

- iv) la Commission doit suivre sérieusement la mise en œuvre des conclusions d'audit.**

II. DIRECTION DES CITOYENS ET DE LA DIASPORA (CIDO)

18. La Direction des citoyens et de la diaspora (CIDO) a présenté son programme et le calendrier connexe de douze événements/activités axés sur les résultats, alignés sur les objectifs spécifiques et les domaines prioritaires des Aspirations 5 et 7 du Premier plan décennal de mise en œuvre de l'Agenda 2063.

19. Les membres du Sous-comité ont fait des commentaires/observations, comme suit :

- a) les membres ont demandé à la Commission d'établir le lien entre les résultats attendus, les réunions et l'Encyclopédie africaine ;
- b) ils ont demandé à CIDO si elle entendait élaborer des programmes sur la base des leçons tirées des réussites de certains États membres de l'UA en matière d'implication de la diaspora dans le développement économique ;
- c) ils ont voulu savoir pourquoi la plupart des activités ont lieu en dehors du siège et si les budgets appropriés ont été examinés ?
- d) ils ont souligné la nécessité d'entreprendre des programmes/activités visant à encourager les États membres à créer des départements de la diaspora dans leurs ministères concernés ;
- e) la Commission doit faire en sorte que la diaspora participe aux programmes continentaux de renforcement des capacités en s'inspirant d'initiatives similaires des Nations Unies ;
- f) les activités 2 et 6 pourraient être fusionnées, étant donné qu'elles ont le même extrant, les mêmes résultats et les mêmes participants ;
- g) l'accent doit être mis sur les programmes qui visent à impliquer les citoyens africains dans le développement du continent ; et
- h) des éclaircissements ont été demandés sur le rôle joué par les organisations syndicales dans les programmes / activités de la diaspora.

20. La Commission a répondu, comme suit :

- a) des stratégies d'implication de la diaspora axées sur les investissements, les transferts de fonds et le transfert des connaissances sont en cours d'élaboration ;

- b) la Commission a étudié des expériences réussies d'investissements par la diaspora dans certains États membres ;
- c) afin de faciliter la planification, la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation des programmes visant à impliquer la diaspora, une boîte à outils sur la collaboration avec la diaspora est en cours d'élaboration ;
- d) les programmes et activités proposés sont plus faciles à mettre en œuvre dans les régions/pays ayant une forte diaspora;
- e) les objectifs de l'Encyclopédie africaine doivent aller au-delà de la sensibilisation ;
- f) les réunions sont organisées en dehors du siège en raison du fait que les circonscriptions du CIDO sont essentiellement les organisations de la société civile et la diaspora ; ce serait plus économique de les réunir dans leurs circonscriptions.

Recommandations

21. Le Sous-Comité a fait les recommandations suivantes :

- i) **les programmes doivent être élaborés sur la base des leçons tirées des cas de réussite de certains États membres de l'UA en matière d'implication de la diaspora dans le développement économique ;**
- ii) **les programmes doivent viser à encourager les États membres à créer un cadre juridique sur la diaspora ;**
- iii) **certaines activités doivent être fusionnées, étant donné qu'elles ont les mêmes paramètres, les mêmes résultats et les mêmes participants ;**
- iv) **un budget adéquat doit être alloué pour faciliter la vulgarisation des programmes de l'UA à l'intérieur et à l'extérieur du continent.**

III. BUREAU DU PRÉSIDENT

22. Le Bureau du Président a présenté un programme fondé sur la mise en œuvre des réformes de l'UA sur les court, moyen et long termes. Le Bureau a soumis une demande concernant des programmes supplémentaires qui doivent être mis en œuvre à court et à moyen terme suite à l'adoption des décisions sur les réformes et le financement de l'UA par le Sommet de janvier 2017.

23. Le programme est basé sur 2 paramètres, 5 résultats et 22 indicateurs et les évaluations de risques. Il y a également des résultats liés au Plan à moyen terme (PMT) 2018-2023 et des résultats plus spécifiques répartis entre les quatre domaines thématiques recommandés dans le cadre de la réforme de l'UA.

24. Les membres du Sous-comité ont fait des commentaires/observations, comme suit:

- a) les amendements proposés au règlement intérieur du COREP, dans le cadre de la réforme institutionnelle, ne sont-ils qu'un exemple, et les règlements intérieurs des autres organes de l'UA doivent-ils aussi être amendés ;
- b) Comment la Commission justifie-t-elle la date limite de juillet fixée pour la mise en place de l'Unité de réforme institutionnelle avant même la réalisation d'un consensus sur les recommandations sur la réforme institutionnelle ?
- c) les membres du Sous-comité ont demandé des éclaircissements sur les termes de référence et les critères et procédures de recrutement des huit fonctionnaires proposés pour l'Unité de réforme ;
- d) ils ont voulu savoir quels étaient les critères utilisés pour parvenir au nombre estimatif de 20 États membres mettant en œuvre le prélèvement de 0,2% fixé dans la décision de financement de l'Union.

25. La Commission a apporté les réponses suivantes :

- a) le COREP a été désigné comme exemple en raison de son rôle clé dans l'ensemble du processus de réforme, et de l'importance que la réforme accorde à la nécessité de clarifier les relations entre la Commission et le COREP, ainsi que les responsabilités et les rôles respectifs de la Commission, du COREP et des Communautés économiques régionales (CER) ;
- b) les propositions et recommandations du COREP seront dûment prises en compte dans le processus de mise en œuvre de la réforme institutionnelle;
- c) les décisions sur la réforme institutionnelle ont une incidence sur un large éventail d'instruments et de règlements intérieurs de l'UA. Des efforts seront faits pour aligner lesdits instruments et règlements intérieurs sur les décisions sur la réforme institutionnelle ;
- d) il a été fait une analyse de l'état de préparation des États membres à mettre en œuvre la décision sur les prélèvements de 0,2%. Il ressort de l'analyse qu'au moins 20 États membres sont en train de mettre en œuvre cette décision ;
- e) la Commission fournira de plus amples détails sur les termes de référence, les critères et le processus de recrutement des huit fonctionnaires pour l'Unité de réforme institutionnelle, et
- f) la Commission prendra des mesures pour que les réformes recommandées soient bien comprises de toutes les parties prenantes.

Recommandations

26. Les recommandations suivantes ont été faites par le Sous-comité :

- i) encourager le Bureau à accélérer le processus de réforme ;**
- ii) le Bureau doit rendre les instruments pertinents conformes à l'esprit de la réforme.**

IV. UNITÉ DE COORDINATION DU NEPAD

27. L'Unité de coordination du NEPAD a présenté un programme basé sur l'intégration du NEPAD aux processus et structures de l'UA, au titre du pilier « Renforcement des institutions et des capacités ». Le programme a deux paramètres, deux résultats, neuf activités, quatre indicateurs clés de performance et un seul défi lié à la dotation en personnel.

28. Les membres du Sous-comité ont fait des commentaires/observations, comme suit :

- a) des éclaircissements ont été demandés sur les cas de double emploi entre les programmes de la CUA et de l'Agence de planification et de coordination du NEPAD (NPCA) ;
- b) il faudrait indiquer les mesures à prendre pour mettre fin aux doubles emplois à la lumière des recommandations de la réforme institutionnelle ;
- c) Il faudrait proposer l'utilisation du site Web qui revient moins cher au lieu de faire des publications coûteuses ?
- d) les membres du Sous-comité ont voulu savoir si la structure actuelle de l'unité est adéquate pour lui permettre d'exécuter pleinement son mandat.

29. La Commission a fourni les réponses suivantes :

- a) de l'avis général, on constate des domaines de chevauchements et même le double emploi entre les programmes de l'Agence de planification et de coordination du NEPAD et certains départements de la CUA ;
- b) l'intégration du NEPAD dans les structures et processus de l'UA se fera sur les plans physique, programmatique et juridique ;
- c) une étude pour déterminer les domaines de double emploi et de chevauchement entre les programmes et les activités de la NPCA et ceux de la CUA est en cours et sera achevée en août 2017 ;

- d) une analyse du rapport coûts-avantages de l'utilisation des publications et du site Web sera entreprise bien que les deux modes de communication peuvent être considérés comme étant complémentaires.

Recommandations

30. Le Sous-comité a fait des commentaires et recommandations, comme suit :

- i) **les domaines où il y a double emploi entre les programmes de la CUA et ceux de l'Agence de planification et de coordination du NEPAD (NPCA) doivent être identifiés et les mesures correctives, indiquées dans les recommandations de la réforme institutionnelle. Le titre du programme doit être modifié, en conséquence ;**
- ii) **renforcer la structure actuelle de l'unité afin de la doter de la capacité requise pour l'exécution de son mandat.**

V. BUREAU DU CONSEILLER JURIDIQUE

31. Le Bureau du Conseiller juridique a présenté quatre programmes conformes aux Aspirations 1, 3 et 6 du premier Plan décennal de mise en œuvre de l'Agenda 2063 et au pilier Renforcement des institutions et des capacités. Les programmes ont cinq résultats et quatre indicateurs clés de performance.

32. Les membres du Sous-comité ont formulé les commentaires/observations, comme suit:

- a) ils ont demandé des clarifications sur le tribunal hybride pour le Soudan du Sud ;
- b) il faudrait indiquer les activités prévues pour la création du Fonds d'affectation spéciale pour l'indemnisation des victimes, tel qu'ordonné par le tribunal hybride chargé du procès de Hissène Habre ;
- c) les points 1 et 4 doivent être fusionnés ;
- d) les membres du Sous-comité se demandent si l'UA entend poursuivre certains complices de Hissène Habre ;
- e) ils ont voulu savoir si des budgets appropriés ont été prévus pour les réunions de plus de 200 participants.
- f) ils ont également voulu savoir comment les 84 millions de dollars EU du Fonds d'affectation spéciale, recommandés pour l'indemnisation des victimes de Hissène Habre seront réunis ;
- g) le tribunal hybride doit examiner la possibilité d'indemniser les victimes en utilisant les avoirs de Hissène Habre ;

- h) ils ont voulu savoir si le Bureau du conseiller juridique était l'organe de mise en œuvre approprié pour le Programme de la stratégie maritime.
- i) des clarifications ont été demandées sur la complémentarité entre les activités du Bureau du Conseiller juridique et celles de la Commission de l'UA sur le droit international ;
- j) l'indemnisation des victimes des atrocités incombe aux auteurs de ces atrocités. Par conséquent, l'UA ne devrait pas prendre sur elle d'indemniser les victimes pour éviter de créer un précédent qu'elle ne pourra pas assumer durablement;
- k) les membres du sous-comité ont proposé la fusion des activités 1.01, 1.02 et 1.05 du fait qu'elles sont similaires ;
- l) où sera établi le siège du tribunal hybride pour le Soudan du Sud ?
- m) enfin, les membres ont voulu savoir pourquoi il faudrait recruter 10 juristes.

33. La Commission a répondu, comme suit :

- a) la fusion des points 1 et 4 n'est pas possible étant donné que les deux réunions ciblent des experts différents en termes de niveaux d'expertise et de participation ;
- b) le Fonds d'affectation spéciale doit mobiliser 84 millions de dollars EU pour l'indemnisation des victimes, dont 5 millions de dollars EU à prélever sur les contributions statutaires de l'UA ; le reste provenant d'autres sources. Le montant des avoirs de Hissène Habré qui ont été saisis, est de 700.000 dollars EU seulement;
- c) la Commission de l'UA sur le droit international (CUADI) est un organe dont le secrétariat est situé au sein du Bureau du Conseiller juridique (BCJ) compte tenu de la complémentarité des mandats de la CUADI et du BCJ ;
- d) le Bureau du Président de la commission a demandé au Bureau du Conseiller juridique d'assurer, en son nom, la coordination de la mise en œuvre de la Stratégie maritime. Ce qui a été fait compte tenu de la nature multiforme de la stratégie maritime.
- e) les activités de la Semaine du droit de l'UA ne sont pas seulement constituées de réunions. Elles englobent également la ratification des traités, les réunions de groupes de réflexion et les discours sur l'état de l'Union ;
- f) les activités 1.01, 1.02 et 1.05 sont trois réunions différentes. Elles ne peuvent pas être fusionnées parce qu'elles traitent de problèmes différents ;

- g) la réunion des CER sera organisée en même temps que la semaine de la célébration maritime ;
- h) l'impression de bannières et d'autres matériels sera financée à partir du budget du Bureau du Conseiller juridique ;
- i) le tribunal doit être rapproché des témoins, mais certains pays ont exprimé leur intérêt pour abriter le siège du tribunal, pour des raisons de sécurité. Étant donné que la Tanzanie est la capitale judiciaire, il est possible qu'elle abrite le tribunal ;
- j) un comité sectoriel national sera créé dans chaque État membre afin de faciliter la ratification des traités et des protocoles.

Recommandations

- i) **la Commission doit travailler avec le Soudan du Sud afin de mettre en place le tribunal hybride avec une vision à long terme, qui est de faire de ce tribunal une Cour africaine ;**
- ii) **il est nécessaire d'envisager des activités pour la mise en place du Fonds d'affectation spéciale pour l'indemnisation des victimes, conformément à la décision du tribunal hybride chargé du procès de Hissène Habré ;**
- iii) **l'UA doit coordonner l'opérationnalisation du fonds de compensation des victimes; elle devra également participer à la gestion du fonds.**

VI. DÉPARTEMENT DES AFFAIRES POLITIQUES (DAP)

34. Le département des affaires politique a présenté quatre projets articulés autour des aspirations 2, 3 et 7 du premier Plan décennal de mise en œuvre de l'Agenda 2063. Ces projets ont 2 paramètres stratégiques, 4 résultats, 4 indicateurs clés de performance et une section d'évaluation des risques.

35. Les membres du Sous-comité ont formulé des commentaires/observations, comme suit:

- a) certains États membres de l'UA ne reconnaissent pas encore le passeport de l'Union africaine ;
- b) des explications ont été demandées sur la signification que le Département des affaires politiques donne à l'intégration et au développement économiques;
- c) les projets/activités liés à la paix et à la sécurité doivent être transférés au Département Paix et sécurité ;

- d) manifestement, des projets phares de l'Agenda 2063 ne sont pas pris en compte : par exemple le projet « Faire taire les armes à l'horizon 2020 ;
- e) les organes de gestion des élections ne sont pas impliqués en tant que parties prenantes ;
- f) des éclaircissements ont été demandés sur la raison d'être du projet relatif à la commémoration des droits de l'homme.

36. La Commission a fourni les réponses suivantes :

- a) l'intégration est une question transversale concernant tous les départements, et tous les programmes / projets spécifiques du département sont mis en œuvre de façon complémentaire dans les États membres ;
- b) les CER jouent un rôle de facilitation dans l'adoption des normes de gouvernance compte tenu de leur proximité avec les États membres ;
- c) le Département des affaires politiques n'a pas de projet spécifique sur la paix et la sécurité. Toutefois, il contribue aux résultats liés à la paix et à la sécurité ;
- d) le projet phare de l'Agenda 2063 sur la libre circulation des personnes est inclus ;
- e) le projet « Faire taire les armes » est un projet phare de l'Agenda 2063 exclusivement mis en œuvre par le Département Paix et sécurité. Le Département des affaires politiques apporte seulement sa contribution ;
- f) l'échéance de 2018 pour la libre circulation des personnes peut être respectée, étant donné que les États membres devraient adopter le Protocole sur la libre circulation des personnes, en janvier 2018 ;
- g) le projet de commémoration des droits de l'homme est un projet continental déjà mis en œuvre dans certains États membres, afin de commémorer les violations atroces des droits de l'homme commises dans différents États membres.

Recommandations

37. Le Sous-comité a fait les recommandations suivantes :

- i) **le Département doit proposer des programmes de vulgarisation du panafricanisme auprès des Africains ;**
- ii) **le département doit indiquer les calendriers et les objectifs pour la promotion de la libre circulation des personnes ;**

- iii) inclure dans le programme, le projet « Faire taire les armes à l'horizon 2020 », qui est un projet de référence de l'Agenda 2063 ;
- iv) les activités liées à la paix et à la sécurité doivent être transférées au Département Paix et sécurité ;
- v) il n'est pas nécessaire de convoquer une réunion sur le Service public puisque le Comité technique spécialisé (CTS) tiendra une réunion en 2018.

VII. FEMMES, GENRE ET DÉVELOPPEMENT (DFGD)

38. La Direction femmes, genre et développement (DFGD) a présenté 2 projets au titre de l'Aspiration 6 du Premier plan décennal de mise en œuvre de l'Agenda 2063. Les projets ont 2 paramètres, 10 résultats et 7 indicateurs clés de performance. La Direction a également indiqué les principales difficultés qu'elle a rencontrées en 2016 dans la mise en œuvre de ces projets.

39. Le Sous-Comité a fait des commentaires/observations, comme suit:

- a) des éclaircissements sur la campagne sur les médias sociaux sont nécessaires;
- b) il a été constaté que les programmes proposés sont trop importants pour être mis en œuvre par la Direction femmes, genre et développement qui ne dispose pas de suffisamment de personnel. Où sera situé le centre d'excellence pour le genre?
- c) les implications de l'intégration de l'Organisation panafricaine des Femmes (OPF) à l'UA doivent être clarifiées.

40. La Commission a fourni les réponses suivantes :

- a) les monuments sur la promotion de l'autonomisation économique des femmes et l'opérationnalisation de l'Organisation panafricaine des femmes (PAWO) sont des projets à court terme ;
- b) les programmes en cours sont l'objet d'une évaluation visant à identifier quelques projets prioritaires à fort impact, conformes au Premier plan décennal de mise en œuvre de l'Agenda 2063 ;
- c) l'Observatoire du Genre est la première étape vers la création du Centre d'Excellence pour le genre, dont l'emplacement sera déterminé à une date ultérieure ;
- d) les femmes et les filles ont des besoins spécifiques différents ;
- e) la DFGD met l'accent sur les deux sexes (hommes et femmes). Les questions d'invalidité sont traitées par le Département des affaires sociales (DAS) ; et

- f) les questions de genre liées à la sûreté maritime, à la migration et à la violence faite aux femmes sont prises en compte de façon effective dans la réorientation de l'approche de la DFGD concernant la lutte contre les inégalités entre les hommes et les femmes.

Recommandations

41. Le Sous-Comité a fait les recommandations suivantes :

- i) **la Direction doit élargir ses programmes en y incluant la violence à l'égard des femmes et des femmes migrantes ;**
- ii) **les questions de genre doivent concerner aussi bien les hommes que les femmes, ainsi que la maltraitance des femmes et des enfants. La question de l'invalidité quant à elle, doit relever du Département des affaires sociales ;**
- iii) **la direction doit être renforcée en la dotant d'un nombre adéquat de fonctionnaires hommes et femmes qualifiés ;**
- iv) **la direction doit échanger ses programmes et événements avec les États membres.**

VIII. DIRECTION DES SERVICES MÉDICAUX (DSM)

42. La Direction des services médicaux a présenté un projet au titre du renforcement des institutions et des capacités. Le projet comporte 1 paramètre, 3 résultats et 5 indicateurs clés de performance et un résumé de la mise en œuvre du programme 2016 de la direction ainsi que des difficultés rencontrées.

43. Les membres du Sous-comité ont fait des commentaires/observations, comme suit :

- a) les membres ont voulu savoir s'il y avait un projet de création d'un hôpital au Centre médical de l'UA ;
- b) ils ont demandé des éclaircissements sur les raisons pour lesquelles les services médicaux sont concernés par les questions de genre ;
- c) ils ont fait remarquer que l'indicateur clé de performance pour le point 6 semble davantage lié au Département des Affaires sociales (DAS) qu'aux services médicaux.

44. La Commission a fourni les réponses suivantes :

- a) le programme de relance des services supprimés a été préparé et démarrera en juillet 2017 ;

- b) le projet visant à introduire des services d'hospitalisation au centre médical de l'UA est en cours ;
- c) le Centre africain pour le Contrôle des Maladies (CDC) a été mis en place pour une intervention plus rapide de l'UA en cas d'épidémies ; et
- d) la Direction femmes, genre et développement a demandé à la Direction des services médicaux de mettre en œuvre dans ses services le programme d'égalité entre les hommes et les femmes.

Recommandations

- i) **la direction des services médicaux doit améliorer ses prestations afin de répondre efficacement aux besoins des patients ;**
- ii) **il y a lieu de revoir les principaux indicateurs de performance.**

IX. PLANIFICATION STRATÉGIQUE, SUIVI ET ÉVALUATION DES POLITIQUES ET MOBILISATION DES RESSOURCES (SPPMERM)

45. La Direction de la planification stratégique (SPPMERM) a présenté 2 projets au titre du renforcement des institutions et des capacités et de la communication. Les projets ont 2 paramètres, 7 résultats, 15 indicateurs clés de performance et un résumé des moyens de vérification, et une section sur l'évaluation et les hypothèses de risques.

46. Les membres du Sous-comité ont fait des commentaires/observations, comme suit:

- a) quelles ont été les difficultés rencontrées dans l'appropriation et la visibilité du Premier plan décennal de mise en œuvre de l'Agenda 2063, y compris le rôle des Communautés économiques régionales (CER) ;
- b) les membres du sous-comité ont voulu savoir si le Premier plan décennal de mise en œuvre de l'Agenda 2063 et les Objectifs de développement durable (ODD) étaient des cadres concurrents ou complémentaires ;
- c) ils ont également voulu savoir quelles étaient les activités pratiques qui ont été entreprises pour mobiliser des ressources pour les projets phares de l'Agenda 2063 étant donné la dépendance de l'UA vis-à-vis des partenaires ;
- d) ils ont demandé des éclaircissements sur le nombre manifestement faible de missions d'appropriation de l'agenda 2063 effectuées depuis 2015 ;
- e) ils ont également demandé si la décision de la Conférence d'inclure le Grand musée africain doit être un projet phare ;

- f) il a été demandé des éclaircissements sur les raisons pour lesquelles des recommandations antérieures liées à la planification n'ont pas été mises en œuvre ;
- g) les réunions sur l'Agenda 2063 semblent se répéter depuis 2016 ;
- h) ils ont voulu avoir des éclaircissements sur le projet de bibliothèque et sur la mission d'évaluation technique UE-UA ;
- i) les activités y afférentes (telles que le suivi et l'évaluation) doivent être regroupées.

47. La Commission a fourni les réponses suivantes :

- a) les ODD et le Premier plan décennal de mise en œuvre de l'Agenda 2063 ne sont pas des cadres concurrents, mais complémentaires ;
- b) l'appropriation et la vulgarisation de l'Agenda 2063 sont une responsabilité partagée de l'UA, des États membres, des CER et des autres organes de l'UA ;
- c) l'organisation de missions de vulgarisation de l'Agenda 2063 dépend de la disposition des différents États membres à recevoir des missions d'appropriation. Nombre d'États membres ont pris l'initiative d'inviter de telles missions ;
- d) l'appropriation de l'Agenda 2063 est un long processus qui nécessite beaucoup d'efforts, beaucoup de ressources et un engagement ferme de tous les acteurs ;
- e) sur la base des leçons tirées, il a été décidé d'entreprendre à l'avenir les activités d'appropriation de l'Agenda 2063 en collaboration avec les CER et à travers elles ;
- f) il y a entre l'UA et l'ONU, il y a un accord politique au plus haut niveau des deux institutions concernant l'appropriation conjointe de l'Agenda 2063 et des ODD au sein des États membres. Mais, les activités n'ont pas encore commencé au niveau technique ;
- g) l'architecture du Cadre de suivi et d'évaluation du Premier plan décennal de mise en œuvre de l'Agenda 2063 est mise en œuvre aux niveaux national, régional et continental, avec les agences nationales de statistiques comme principales sources de données, ce qui garantit l'authenticité des données recueillies et saisies dans le cadre de suivi et d'évaluation ;
- h) le Premier plan décennal de mise en œuvre de l'Agenda 2063 est un plan transitoire permettant l'apprentissage et l'amélioration. Ce qui signifie que tous les projets qui ne seront pas achevés d'ici 2023 seront reportés au prochain plan décennal de mise en œuvre ;

- i) le faible budget prévu pour 2018 au titre du Plan à moyen terme (PMT) 2018-2023 est dû au fait que le processus de préparation du PMT avait déjà commencé en 2017 avec un budget conséquent ;
- j) le cadre de suivi et d'évaluation spécifique du Plan à moyen terme 2018-2023 est également en cours d'élaboration et sera opérationnel à partir de janvier 2018, une fois que le plan à moyen terme aura été adopté par les organes de décision de l'UA ;
- k) les quatre domaines thématiques recommandés dans le cadre des réformes constitueront la base de la planification, de la programmation et de la mise en œuvre conjointes de tous les organes de l'UA, avec un accent sur un nombre restreint d'objectifs concrets et de résultats mesurables et réalisables ;
- l) les projets phares de l'Agenda 2063 sont mis en œuvre par les services techniques des départements dont ils relèvent : Infrastructure et énergie, Affaires politiques, Affaires économiques, Ressources humaines, sciences et technologie, et Paix et sécurité ;
- m) la mise en œuvre des projets phares de l'Agenda 2063 sera financée grâce aux efforts de mobilisation des ressources de l'UA. Une stratégie de mobilisation des ressources internes a été mise au point à cet effet ;
- n) des mesures seront prises pour que tous les projets de propositions indiquent leurs bases juridiques ;
- o) le projet d'utilisation de la bibliothèque concerne la bibliothèque en ligne créée récemment ;
- p) les missions d'évaluation technique UA/UE sont des conditions préalables dans le cadre de l'accord de financement de l'UE ; et
- q) le Grand Musée africain est maintenant un projet phare.

Recommandations

48. Les recommandations suivantes ont été faites par le sous-comité:

- i) **des mesures doivent être mises en place pour la vérification/authentification des données téléchargées sur le tableau de bord prospectif;**
- ii) **la planification et la mise en œuvre du projet doivent être axées sur un nombre restreint de projets concrets assortis de résultats mesurables et d'une base juridique appropriée ;**
- iii) **le calendrier de mise en œuvre des projets phares de l'Agenda 2063 doit être mis à jour;**

- iv) **la Direction SPPERM doit faciliter les efforts de planification, de programmation et de mise en œuvre conjointes au niveau des départements, des directions et des organes, en privilégiant la budgétisation axée sur les résultats, la connectivité, la technologie, la recherche et le développement et l'innovation dans les projets continentaux.**
- v) **La direction doit informer les organes délibérants sur l'état de la mise en œuvre des décisions antérieures sur le plan décennal de mise en œuvre de l'Agenda 2063.**
- vi) **Un pourcentage du budget de fonctionnement doit être alloué à la mise en œuvre des projets phares de l'Agenda 2063.**

X. DIRECTION DES CONFÉRENCES ET DE LA PUBLICATION (DCMP)

49. La Direction des services de conférence et des publications (DCMP) a présenté 1 projet au titre du Pilier Renforcement des institutions et des capacités et Communication. Le projet comporte 1 paramètre, 2 résultats, 4 indicateurs clés de performance et un résumé des difficultés rencontrées.

50. Les membres du Sous-comité ont fait des observations, comme suit :

- a) ils ont relevé le retard accusé dans la distribution des documents et le fait que, bien souvent, les documents ne sont pas disponibles dans toutes les langues officielles de l'UA ;
- b) les dotations budgétaires de tous les départements au titre des services des conférences doivent être transférées à DCMP ;
- c) pourquoi DCMP dépend-elle des autres départements pour établir le budget pour les activités liées aux services de conférences ;
- d) DCMP a de plus en plus recours aux services de personnels freelances de conférence, et cela coûte cher. Elle doit plutôt recruter du personnel afin de faciliter la mise en œuvre de ses programmes et la prestation des services ;
- e) il semble que les activités de formation spécialisées (programmes linguistiques internationaux) apparaissent régulièrement dans les programmes de DCMP ;
- f) il faudrait revoir les fonctions de DCMP.

51. La Commission a fourni les réponses suivantes :

- a) le retard constaté dans la distribution des documents est imputable aux départements utilisateurs qui ne soumettent pas à temps les documents pour traduction et distribution aux services concernés ;

- b) DMCP ne gère pas les dotations budgétaires pour les services de conférence allouées aux départements utilisateurs ;
- c) le personnel indépendant pour les services de conférences n'est recruté que sur la base des exigences du service; et
- d) la participation du personnel aux programmes linguistiques internationaux vise à le familiariser avec les nouvelles tendances et avec les outils et les méthodes modernes utilisés dans le domaine des langues.

Recommandations

52. À l'issue des délibérations, le Sous-Comité a fait les recommandations suivantes :

- i) **les fonctions, le mandat et la structure de la DCMP doivent être revus en vue de les renforcer ;**
- ii) **le département de concert avec la PBFA, le SPPMERM et l'AHRMD, doit trouver les voies et moyens d'améliorer la prestation des services notamment la centralisation des services de conférence d'ici 2019 ;**
- iii) **le site Web des services de conférences doit être mis à jour, le plus tôt possible ;**
- iv) **tous les postes vacants doivent être pourvus dans les plus brefs délais afin de renforcer la direction en vue de faciliter la mise en œuvre de ses programmes et de réduire au maximum le recours aux services coûteux du personnel freelance;**
- v) **au cas où il faudrait recruter davantage d'interprètes pour couvrir une réunion, des efforts doivent être consentis dans un premier temps pour recourir aux interprètes d'autres organes de l'UA et qui sont libres avant de recruter les freelances ;**
- vi) **les documents doivent être toujours traduits dans les 4 langues officielles de l'UA et un budget adéquat doit être alloué au département.**

XI. BUREAU DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE LA COMMISSION (BSG)

53. Le Bureau du Secrétaire général de la Commission (BSG) a présenté un projet au titre du Renforcement des institutions et des capacités et la Communication. Les projets comportent 1 paramètre, 2 résultats, 5 Indicateurs clés de performance, un calendrier des activités proposées et un résumé des moyens de vérification, et une section sur l'évaluation et les hypothèses de risques.

54. Les membres ont fait des observations, comme suit:

- a) quel est le rôle de coordination du Bureau du Secrétaire général de la Commission puisque le même rôle est joué par l'Unité de coordination du NEPAD ;
- b) la responsabilité et le rôle du Bureau du Secrétaire général dans la formation en matière d'élaboration de décisions doivent être clarifiés ;
- c) les membres ont suggéré que toutes les activités d'archivage relèvent de l'unité des archives de la CUA ;
- d) il est nécessaire de présenter dans leurs grandes lignes les fonctions du futur Forum ministériel sur la collaboration ;
- e) les missions de partage d'expériences sont organisées depuis 2015, mais il n'y a pas d'indication sur les pays / institutions dans lesquels de telles missions seront entreprises.

55. La Commission a fourni les réponses suivantes :

- a) la formation sur les compétences en rédaction ne se limite pas au personnel du Bureau du Secrétaire général de la Commission, elle concerne les fonctionnaires de tous les autres départements ;
- b) des programmes d'information et de sensibilisation seront mis en œuvre par l'intermédiaire de la Direction de l'information et de la communication ; et
- c) les activités de perfectionnement concernent le service du courrier du Bureau du Secrétaire général de la Commission et non pas les archives.

Recommandations

56. Les recommandations suivantes ont été faites :

- i) **les programmes/activités liés à l'information et à la communication doivent être mis en œuvre par la Direction de l'information et de la communication (DIC) ;**
- ii) **les activités relatives à l'archivage doivent être transférées à l'Unité d'archives de la Direction de la planification stratégique, du suivi et de l'évaluation des politiques et de la mobilisation des ressources (SPPMERM) ;**
- iii) **les membres du Sous-comité doivent être informés des outils utilisés actuellement dans la mise en œuvre des programmes/activités.**

XII. DIRECTION DE LA PROGRAMMATION, DU BUDGET, DES FINANCES ET DE LA COMPTABILITÉ (PBFA)

57. La Direction a présenté un (1) projet au titre du Pilier sur le renforcement des institutions et des capacités et la communication. Ce projet comporte un (1) paramètre, neuf (9) résultats, deux (2) indicateurs clés de performance, quatre (4) indicateurs complémentaires et un résumé des risques et des hypothèses.

58. Les membres du Sous-comité ont fait des commentaires/observations, comme suit :

- a) les membres du Sous-comité ont demandé des éclaircissements sur la budgétisation récurrente de la formation sur les normes comptables internationales du secteur public (Normes IPSAS) ;
- b) il semble y avoir un chevauchement des activités de renforcement, et leur nombre est élevé, ce qui donne à penser que la Direction PFBA manque de personnel qualifié ;
- c) il est proposé que la Direction PBFA envisage de former les États membres en IPSAS ;
- d) la Direction PBFA doit envisager de recruter un personnel plus qualifié afin de faciliter la formation interne (formation des formateurs), le transfert de compétences et le partage d'expériences ;
- e) la pertinence des activités de renforcement de l'esprit d'équipe n'est pas clairement établie.

59. La Commission a fourni les réponses suivantes :

- a) à l'avenir, les États membres seront impliqués dans toutes les nouvelles initiatives de la PBFA telles que les normes IPSAS ;
- b) les problèmes liés au budget de DCMP seront résolus à l'issue des consultations internes ;
- c) la Direction PBFA a des fonctionnaires qualifiés et compétents dans leurs domaines de responsabilité ;
- d) les sessions/retraites de promotion de l'esprit d'équipe sont des activités de planification interne essentielles ;
- e) la Direction PBFA a achevé une activité de cartographie des risques ;
- f) la Direction PBFA est en train d'élaborer un outil d'analyse du budget en vue d'assurer la clarté et la transparence dans la présentation et le suivi du budget ; et

- g) les normes IPSAS sont adoptées en une fois. Mais, IPSAS introduit régulièrement de nouvelles normes et règles, d'où la nécessité pour les fonctionnaires d'améliorer chaque année leurs compétences pour être au fait des nouvelles tendances.

Recommandations

60. Les membres du Sous-comité ont fait des recommandations/observations, comme suit:

- i) **la Direction PBFA doit organiser une séance de familiarisation en IPSAS pour les États membres ;**
- ii) **la Direction PBFA doit recruter des fonctionnaires plus qualifiés pour améliorer la prestation des services, le transfert de compétences et le partage d'expériences.**

XIII. BUREAU DU VICE-PRÉSIDENT DE LA COMMISSION

61. Le Bureau du Vice-président a présenté un (1) projet au titre du Pilier sur le renforcement des institutions et des capacités et la communication. Ce projet est constitué d'un (1) objectif, cinq (5) paramètres et cinq (5) résultats.

62. Les membres du Sous-comité ont fait des commentaires/observations, comme suit:

- a) le Bureau du Vice-président doit accroître son soutien à la Direction DCMP, notamment en aidant à pourvoir rapidement les postes vacants dans cette Direction (DCMP) ;
- b) les membres du Sous-comité ont demandé des éclaircissements sur le lien entre les activités de réforme proposées par le Bureau du Vice-président et les activités de réforme (principalement la coordination des politiques) de l'unité de réforme institutionnelle proposée au sein du Bureau du Président de la Commission ;
- c) ils ont constaté qu'il y a trop d'activités sur la promotion du Code d'éthique de l'UA ;
- d) ils ont également demandé des informations sur l'exercice de restructuration ;
- e) la plupart des programmes proposés sont similaires à ceux proposés par la Direction PBFA ; et
- f) ils se sont demandés pourquoi le BDCP a des activités consacrées à la mobilisation des ressources. Or, la mobilisation des ressources est la responsabilité de la Direction SPPMERM.

63. La Commission a répondu, comme suit :

- a) les programmes du Bureau du Président de la Commission et du Bureau du Vice-président se complètent. Les programmes du Bureau du Président de la Commission définissent les orientations stratégiques alors que les programmes du Bureau du Vice-président visent la mise en œuvre des directives stratégiques du Bureau du Président de la Commission ;
- b) les activités liées au Code d'éthique de l'UA sont programmées par le Bureau du Vice-président uniquement à des fins opérationnelles ;
- c) les programmes similaires à ceux de la Direction PBFA n'ont aucune incidence financière; et
- d) le Bureau du Vice-président joue le rôle de soutien de la politique de mobilisation des ressources, tandis que la Direction SPPMERM met en œuvre de véritables programmes de mobilisation de ressources.

Recommandation

- i) **Le Bureau du Vice-président doit accroître son soutien à la Direction DCMP, notamment en aidant à pourvoir rapidement les postes vacants dans cette Direction.**

XIV. DÉPARTEMENT DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE (DTI)

64. Le Département a présenté quatre (4) projets au titre des Aspirations 1 et 2 du Premier plan décennal de mise en œuvre de l'Agenda 2063, à savoir trois (3) projets phares et un (1) projet spécial. Ces projets comportent treize (13) paramètres, quatre (4) résultats et quatre (4) indicateurs clés de performance.

65. Les membres du Sous-comité ont fait des observations, comme suit:

- a) les programmes du Département du commerce et de l'industrie sont principalement des réunions ;
- b) ils ont voulu savoir si le Département du commerce et de l'industrie a tenu compte des activités du Comité des 10 ministres des finances (F10) liées à la mise en œuvre de la décision de prélèvement de 0,2% ;
- c) ils ont donc proposé qu'il se concentre à nouveau sur les activités essentielles à travers les résultats ;
- d) les membres du Sous-comité ont également voulu savoir si le projet de train à grande vitesse doit être mis en œuvre par le Département des infrastructures et de l'énergie (DIE).

66. La Commission a répondu, comme suit :

- a) les consultations avec les parties prenantes dans les États membres seront menées au niveau régional et non au niveau des États membres ;
- b) le projet phare de train à grande vitesse est un projet d'intégration coordonné par le Département des infrastructures et de l'énergie, mais mis en œuvre avec la participation de plusieurs parties prenantes ;
- c) la Commission n'est pas en mesure de proroger le projet de la ZLEC au-delà de 2 à 3 ans en raison de la décision du Sommet.

Recommandations

- i) **le Département doit évaluer l'état de la mise en œuvre de la ZLEC et présenter un rapport aux organes délibérants de l'UA ;**
- ii) **Le département doit fusionner certaines activités et reporter les activités non essentielles conformément aux contraintes budgétaires ;**
- iii) **les programmes relatifs aux parties prenantes et qui sont internes dans les États membres doit être exécutée en consultation avec les États membres.**

XV. DÉPARTEMENT DES AFFAIRES SOCIALES (DSA) CENTRE AFRICAIN DE CONTRÔLE ET DE PRÉVENTION DES MALADIES (CDC AFRIQUE)

67. Le Département a présenté cinq (5) projets au titre des Aspirations 1, 2, 3 et 5 du Premier plan décennal de mise en œuvre de l'Agenda 2063. Ces projets comportent cinq (5) paramètres, vingt-sept (27) résultats et vingt-trois (23) indicateurs clés de performance. Le Département a également présenté des projets pour le Centre africain de contrôle et de prévention des maladies (CDC Afrique) et l'Institut africain pour les envois de fonds (AIR). Le projet AIR répond à l'Aspiration 7 du Premier plan décennal de mise en œuvre de l'Agenda 2063, avec trois (3) paramètres, trois (3) résultats et trois (3) indicateurs clés de performance. Les paramètres, les résultats et les indicateurs clés de performance du CDC Afrique n'ont pas été clairement définis dans la présentation.

68. Les membres du Sous-comité ont fait des commentaires/observations, comme suit :

- a) les membres du Sous-comité ont demandé des éclaircissements sur la logistique et les infrastructures de soutien du CDC Afrique ;
- b) ils ont demandé au Département d'indiquer s'il existe un chevauchement entre les activités de la Direction des citoyens et de la diaspora (CIDO) et celles de la Direction Femmes, Genre et Développement (DFGD) ; et

- c) ils ont observé que la création des laboratoires régionaux du CDC Afrique dépendra de la mise en œuvre effective du projet phare du Premier plan décennal de mise en œuvre de l'Agenda 2063 (Libre circulation des personnes).

69. La Commission a apporté les réponses suivantes :

- a) Les programmes du Département des affaires sociales et du CDC Afrique sont bien planifiés en termes de fiabilité des services logistiques/de soutien et des infrastructures, et il n'y a pas de duplication/chevauchement d'activités avec d'autres départements/initiatives de l'UA.

Recommandations

- i) **le projet CDC Afrique visant à établir un centre d'intervention d'urgence, nécessite une planification logistique appropriée, en particulier la fiabilité des services de soutien et des infrastructures;**
- ii) **les programmes du Département devraient être harmonisés avec ceux de la Direction CIDO et de la Direction femmes, genre et développement pour éviter des duplications/chevauchements d'activités.**

XVI. CONSEIL DE PAIX ET DE SÉCURITÉ (CPS)

70. Le Conseil de paix et de sécurité a présenté un (1) projet au titre de l'Aspiration 4 du Premier plan décennal de mise en œuvre de l'Agenda 2063, à savoir le projet phare de l'Agenda 2063 « Faire taire les armes ». Ce projet comporte un (1) résultat, un (1) extrant et quatre (4) indicateurs clés de performance.

71. Les membres du Sous-comité ont fait des commentaires/observations, comme suit:

- a) Le programme/projet semble être sous-estimé en termes de portée au regard des réalités actuelles de la mise en œuvre du programme et de la nécessité pour le CPS de répondre aux situations d'urgence.

72. La Commission a répondu ce qui suit :

- a) Le programme/projet du CPS sera élargi afin de tenir compte des réalités actuelles de mise en œuvre, et de permettre au CPS de répondre aux situations d'urgence.

Recommandations

- i) **le Conseil de paix et de sécurité doit avoir des services de conférence dédiés afin de renforcer sa performance ;**

- ii) **le Conseil doit être traité comme tous les autres organes et ne doit pas être confondu avec le Département Paix et Sécurité.**

XVII. DÉPARTEMENT PAIX ET SÉCURITÉ

73. Le Département Paix et Sécurité a présenté six (6) projets au titre de l'Aspiration 4 du Premier plan décennal de mise en œuvre de l'Agenda 2063 et du Pilier sur le renforcement des institutions et des capacités. Ces projets comportent six (6) principaux domaines de paramètres et trente-et-un (31) résultats.

74. Les membres du Sous-comité ont fait des commentaires/observations, comme suit :

- a) le projet qui nécessite la préparation d'un plan de travail annuel doit être mis en œuvre, avec la facilitation de la Direction de la planification (SPPMERM) ;
- b) il a été proposé que le projet de renforcement des capacités ~~doit être~~ mis en œuvre, sur le plan local ;
- c) les projets de renforcement des capacités de la Direction des finances (PBFA) et de la direction des ressources humaines doivent être transférés à la Direction PBFA et à la Direction des ressources humaines ;
- d) le projet sur le Prix pour la paix et la sécurité en Afrique n'était pas encore mis en œuvre au moment de la signature du protocole d'accord y relatif;
- e) les membres du Sous-comité ont voulu savoir s'il existe une décision sur la mise en place du Projet d'observatoire du genre.

75. La Commission a répondu, comme suit :

- a) le Département Paix et sécurité aura recours aux services de la Direction SPPMERM afin de faciliter les projets liés à la planification ;
- b) le projet de renforcement des capacités sera mis en œuvre par des prestataires de services locaux et les prestataires de services étrangers n'interviendront que lorsque les services requis ne sont pas disponibles, localement ;
- c) les projets de renforcement des capacités de la Direction PBFA et des ressources humaines seront mis en œuvre par l'intermédiaire de la Direction PBFA et de la Direction des ressources humaines ;

- d) le Département Paix et Sécurité doit se concerter avec le Bureau du Président de la Commission sur le protocole d'accord sur le projet de Prix pour la paix et la sécurité en Afrique en vue de l'opérationnalisation du protocole d'accord ; et
- e) il existe une décision sur la mise en place du Projet d'observatoire du genre.

Recommandations

- i) **le projet de Prix pour la paix et la sécurité doit être opérationnel, le plus rapidement possible ;**
- ii) **les activités liées à la parité hommes/femmes doivent être exécutées en consultation avec le Département Femmes, Genre et Développement ;**
- iii) **les activités liées à la paix et à la sécurité relevant du Bureau du Président doivent être transférées au Département Paix et Sécurité.**

XVIII. AFRIPOL

76. AFRIPOL a présenté un (1) projet au titre de l'Aspiration 4 du Premier plan décennal de mise en œuvre de l'Agenda 2063 et du Pilier sur le renforcement des institutions et des capacités. Ce projet comporte un (1) résultat et un (1) extrant.

77. Le Sous-comité du COREP n'a pas fait de commentaire sur cette question.

XIX. DÉPARTEMENT DES INFRASTRUCTURES ET DE L'ÉNERGIE (DIE)

78. Le département des infrastructures et de l'énergie (DIE) a présenté six (6) projets au titre des Aspirations 1 et 2 du Premier plan décennal de mise en œuvre de l'Agenda 2063. Les projets ont 2 objectifs, 31 résultats et 8 indicateurs clés de performance.

79. Les membres ont fait des commentaires/observations, comme suit:

- a) comment les projets de formation de l'AFREC (Commission africaine de l'énergie) seront-ils mis en œuvre ? (Au centre ou dans les régions) ;
- b) absence de projets continentaux /projets phares de l'Agenda 2063 dans les programmes ;
- c) le projet sur les envois de fonds semble être une duplication d'un projet similaire relevant du département des affaires sociales. Il doit être transféré au Département des affaires sociales ;
- d) en ce qui concerne les envois de fonds proposés, seules les structures d'envoi doivent relever du Département;

- e) la plupart des projets, en particulier les projets 5 et 6 ne semblent pas être réalisables en 2018 ; ils doivent donc être ramenés à une échelle plus réduite;
- f) nécessité de disposer de plus d'informations sur le projet relatif à la cybergouvernance de l'UA (décision sur la mise en place, site du projet et procédure de recrutement du personnel).

80. La Commission a fourni les réponses suivantes :

- a) le projet de l'AFREC (Commission africaine de l'énergie) relatif à la formation sera mis en œuvre au niveau du Centre ;
- b) des projets continentaux /projets phares de l'Agenda 2063 comme ceux du barrage du Grand Inga, du Réseau panafricain en ligne et du train à grande vitesse sont inclus ;
- c) les programmes /projets de la DIE sont réalisables et ont fait l'objet de discussions et d'un accord avec la direction de la planification stratégique, du suivi et de l'évaluation des politiques et de la mobilisation des ressources (SPPMERM) et les partenaires ;
- d) le Projet du département relatif aux envois de fonds concerne le commerce en ligne et la réglementation des agences d'envois de fonds ;
- e) le Département gère l'installation des équipements et des outils/ infrastructures postales utilisées pour les envois de fonds ; ce qui complète les activités de l'Institut africain pour les envois de fonds (AIR) relevant du département des affaires sociales;
- f) il existe une décision sur la création de l'Académie de la gouvernance en ligne et la DIE envisage d'entreprendre un exercice de définition du champ d'action de ce projet. Les États membres décideront de l'emplacement de l'Académie de la gouvernance en ligne.

Recommandations

- i) **le projet relatif aux envois de fonds doit être géré par le Département des affaires sociales;**
- ii) **le département doit élaborer et soumettre un plan de mise en œuvre du programme /projet, assorti d'indicateurs, d'étapes et de calendriers précis ;**
- iii) **les États membres décideront de l'emplacement de l'Académie de la gouvernance en ligne conformément à la décision sur la création de l'Académie de la gouvernance en ligne ;**

- iv) le département doit avoir un projet concret et visible assorti d'un calendrier de travail et non simplement des réunions.

XX. DÉPARTEMENT DES RESSOURCES HUMAINES, DE LA SCIENCE ET DE LA TECHNOLOGIE (HRST) ET UNIVERSITÉ PANAFRICAIN (UPA)

81. Le département des ressources humaines, de la science et de la technologie a présenté 4 projets au titre des Aspirations 1, 6, 7 et 2 du Premier plan décennal de mise en œuvre de l'Agenda 2063 qui sont des projets phares de l'Agenda 2063 comme l'Espace extra-atmosphérique et l'Université virtuelle panafricaine. Les projets ont 4 paramètres, 16 résultats et 28 principaux indicateurs de performance.

82. Les membres du Sous-comité ont fait des commentaires/observations, comme suit :

- a) certains des projets proposés doivent être harmonisés et fusionnés ;
- b) certaines activités semblent être répétées dans les différents projets ;
- c) l'impact de certains projets comme celui relatif à l'éducation ne s'est pas encore fait sentir dans les états membres ;
- d) les projets relatifs à la transformation de l'École du patrimoine africain (EPA) semblent avoir été oubliés ;
- e) la programmation d'un des projets semble plutôt relever de la Direction de l'information et de la communication (DIE), et un autre paraît plus lié à CIDO (Direction des citoyens et de la diaspora).

83. La Commission a répondu, comme suit:

- a) Les projets qui sont complémentaires seront harmonisés et fusionnés ;

Recommandations

- i) harmoniser et regrouper les projets similaires pour éviter la duplication ;
- ii) les États membres doivent sentir l'impact de certains projets mis en œuvre, comme le projet relatif à l'éducation ;
- iii) inclusion des projets liés à la transformation de l'École du patrimoine africain ;
- iv) les projets relevant de la DIE et de CIDO doivent être transférés aux départements concernés pour éviter le double emploi.

XXI. DÉPARTEMENT DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES (DAE)

84. Le département des affaires économiques a présenté six (6) projets au titre des Aspirations 2 du Premier Plan décennal de mise en œuvre de l'Agenda 2063. Les projets ont 4 paramètres et 8 résultats.

85. Les membres du sous-comité ont fait des commentaires/observations, comme suit :

- a) Pourquoi le budget est-il présenté avec déficit ?
- b) Comment les priorités sont-elles définies en termes d'affectation de fonds ?
- c) Pour quelles raisons, des fonds ne sont pas affectés à des domaines prioritaires, puisque cinq domaines prioritaires n'ont pas reçu de fonds ?
- d) Le département peut-il reporter les priorités majeures ? ;
- e) Le département doit accorder une grande attention aux domaines prioritaires, surtout l'allocation de ressources pour la mise en place du Centre d'excellence et le centre bibliographique.
- f) Ils ont demandé davantage d'éclaircissement sur l'importance de la formation thématique dans le département ?
- g) Le département doit travailler en collaboration avec le Conseiller juridique en ce qui concerne la signature de traités.
- h) Certains projets sont sous - financés et leur financement ne doit pas être lié aux fonds provenant des partenaires internationaux.
- i) Les partenaires fournissent les fonds, mais il est de la responsabilité des États membres de rationaliser la répartition des ressources.
- j) Ils se sont rendus compte que l'activité sur la gouvernance, la paix et la sécurité ne relève pas du Département des affaires économiques ?
- k) Ils ont demandé que le point soit fait sur le lancement des activités de la Banque centrale africaine.
- l) Des explications sont demandées sur la raison pour laquelle le département des affaires économiques a des programmes/activités sur l'Agenda 2063 alors que ce mandat relève de la SPPMERM ?

86. La Commission a fourni les réponses suivantes :

- a) selon les règles, le budget ne doit pas être présenté avec des déficits;

- b) certains départements n'ont pas mis à jour leurs programmes ; par conséquent, les déficits doivent être supprimés;
- c) note a été prise des observations ; le budget sera examiné pour savoir si le Centre d'Excellence est budgétisé ;
- d) la charte sur l'harmonisation des statistiques en Afrique a été adoptée en 2012 ; la Stata sera mise en œuvre ;
- e) la bibliothèque et le centre des langues ont besoin d'équipements d'interprétation pour la formation dans les différentes langues ;
- f) la création du centre de formation vise à former des statisticiens sur les normes internationales afin qu'ils puissent s'occuper des statistiques sur la migration, de l'analyse et de la diffusion des informations sur la migration ;
- g) les fonds des partenaires constituent un soutien technique ; le département a donc besoin du soutien des États membres pour mettre en œuvre certaines de ses activités ;
- h) diverses réunions sont organisées dans différents domaines des statistiques ; toutefois, certaines activités seront regroupées ;
- i) cette activité porte sur les statistiques relatives à la gouvernance, à la paix et à la sécurité ; le département travaille donc avec le Groupe de travail du département Paix et sécurité ainsi qu'avec la direction femmes, genre et développement et le département des affaires sociales ;
- j) en ce qui concerne le Code panafricain des investissements, il a été recommandé que la CUA travaille en étroite collaboration avec les États membres afin que leurs préoccupations soient prises en compte ; le Code a été légèrement amendé pour intégrer les préoccupations des États membres ;
- k) le réseau de promotion des investissements est la plateforme de partage d'informations sur les investissements en Afrique ; il dispose d'informations sur les Chambres de commerce, les associations commerciales, etc. dont les investisseurs du continent ont besoin ; le site Web est fonctionnel et est régulièrement mis à jour ;
- l) le rapport annuel sur l'intégration relatif à l'Agenda 2063 et aux ODD examinera les progrès accomplis sur le continent, en mettant l'accent sur les statistiques concernant la mise en œuvre de l'Agenda 2063 ;
- m) il existe un protocole sur la coordination entre la Commission de l'UA et les CER.

Recommandations

- i) **le Département doit accorder une grande attention à ses priorités, telles que l'affectation de ressources pour la création du Centre d'Excellence, la bibliothèque, etc. ;**
- ii) **l'activité relative à l'Agenda 2063 ne doit pas chevaucher les activités de la Direction de la planification (SPPMERM) qui est chargée de la gestion de l'Agenda 2063.**

XXII. DIRECTION DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION

87. La direction de l'information et de la communication a présenté un (1) projet au titre du Pilier sur le renforcement des institutions et des capacités et la communication. Le projet a 1 paramètre, 2 résultats et 8 principaux indicateurs de performance.

88. Les membres du sous-comité ont fait des commentaires/observations, comme suit :

- a) Le département n'a jamais envoyé de communiqué de presse aux membres.

89. La Commission a répondu, comme suit:

- a) le contenu de la banque d'informations, de l'époque de l'OUA et à l'époque de l'UA, doit être numérisé ;
- b) nos projets visent à informer la communauté de la Diaspora ;
- c) nous nous excusons de n'avoir jamais envoyé de communiqué de presse aux membres du COREP. Nous prendrons contact avec les attachés de presse des ambassades pour obtenir leurs adresses exactes afin de leur envoyer les communiqués.

Recommandations.

- i) **Les communiqués de presse doivent être envoyés aux États membres par l'intermédiaire de leurs Ambassades à Addis-Abeba.**

XXIII. DIVISION DU PROTOCOLE

90. La division du Protocole a présenté un (1) projet au titre du Pilier Renforcement des institutions et des capacités. Le projet a un (1) objectif, un (1) extrant et quatre (4) indicateurs clés de performance.

91. Les États membres ont fait des commentaires/observations, comme suit:

- a) Ils sont préoccupés de l'utilisation des cadeaux offerts aux Responsables de la Commission ?
- b) Il n'y a pas de ligne budgétaire pour la journée de l'Afrique dans la présentation, comme c'est le cas dans les autres présentations.
- c) Ils ont également des soucis au sujet de l'organisation des échanges de personnel et du lieu?
- d) Il faudrait collaborer avec la Direction de la gestion des ressources humaines et la Direction de la Programmation, du budget, des finances et de la comptabilité pour obtenir du personnel supplémentaire parce qu'il est difficile d'identifier les fonctionnaires du Protocole durant le Sommet.

92. La Commission a répondu ainsi qu'il suit :

- a) ils ont constaté que les États membres sont solidaires avec la division du protocole ;
- b) ils ont été informés que la requête de véhicules a été maintes fois rejetée par le COREP, dans le passé ;
- c) le département manque de personnel, ce qui explique l'absence des fonctionnaires du protocole durant le Sommet ;
- d) le budget de la journée de l'Afrique doit être porté à 50 000 dollars EU parce plusieurs activités sont requises pour la célébration ;
- e) en dépit de l'approbation du COREP pour l'achat d'un véhicule depuis un certain temps, la division du Protocole n'a toujours rien reçu.

Recommandations

- i) **les besoins du protocole doivent être étudiés en concertation avec les départements concernés ;**
- ii) **le budget affecté à l'organisation de la journée de l'Afrique est très modeste et le Protocole doit travailler avec la direction PBFA pour accroître ce budget ;**
- iii) **la politique de dons doit être mise en œuvre;**
- iv) **la direction de la gestion des ressources humaines doit recruter le personnel supplémentaire et fournir d'autres appuis jugés nécessaires pour aider les fonctionnaires du protocole afin qu'on puisse les identifier lors des Sommets et d'autres réunions importantes ;**
- v) **En consultation avec la PBFA et la direction de la gestion des ressources humaines, des uniformes doivent être fournis aux**

fonctionnaires du Protocole pour qu'ils puissent être identifiés lors des Sommets et d'autres réunions importantes ;

- vi) le protocole doit être restructuré avec un budget approprié pour refléter ses besoins.**

XXIV. DÉPARTEMENT DE L'ÉCONOMIE RURALE ET DE L'AGRICULTURE (DREA)

93. Le département a présenté 3 programmes alignés sur l'Aspiration 1 de l'Agenda 2063 : une Afrique prospère fondée sur une croissance inclusive et un développement durable. Les trois programmes sont : (i) la coordination de la mise en œuvre du PDDAA et les activités afférentes ; (ii) l'amélioration de la coordination de l'environnement durable et des ressources naturelles ; et (iii) l'amélioration de la coordination des initiatives en ressources naturelles en Afrique. Le programme comporte 3 activités majeures et 22 résultats avec 13 indicateurs clés de performance.

Commentaires des États membres

- a) ils se sont demandé pourquoi l'activité sur le plan d'action Afrique-Monde arabe cherchait un financement de contrepartie lors que les partenaires n'ont pas apporté leur contribution ;
- b) ils voudraient savoir si le département finançait les États membres de l'UA dans la mise en œuvre du partenariat pour le Programme de lutte contre l'aflatoxine (PACA) ;
- c) ils ont proposé de combiner les activités similaires au niveau des programmes qui contribuent aux mêmes résultats ;
- d) ils ont proposé le rétablissement de certaines activités qui ne sont pas bien libellées afin qu'elles soient comprises des États membres sans trop d'explication ;
- e) ils veulent savoir pourquoi le département a initié de nouvelles activités qui ne figurent pas dans les fichiers Excel fournis aux États membres ;
- f) ils se demandent pourquoi le département a plusieurs activités sans aucun budget ;
- g) ils se sont plaints qu'il y a trop d'acronymes utilisés dans la description des activités sans les définir aux États membres.

94. La Commission a répondu ainsi qu'il suit :

- a) le plan d'action conjoint Afrique-Monde arabe cherche à promouvoir les activités qui accroîtront la production agricole et stimuleront le commerce entre l'Afrique et le monde arabe ;

- b) les activités de la PACA sont exécutées dans six États membres qui ont élaboré des plans d'action nationaux. Si les ressources le permettent, le programme pourrait être étendu à six autres pays. La PACA a du personnel au siège de l'UA et dans les six pays pilotes ;
- c) les activités qui semblent similaires dans les trois programmes seront fusionnées ;
- d) après la réunion sur le budget de l'UA avec les partenaires internationaux, le département a obtenu le financement des partenaires pour financer le PDDAA et les activités connexes ainsi que la construction des bureaux de l'UA-IBAR à Nairobi, Kenya ;
- e) le département a cherché l'approbation des activités sans aucun budget car il était sur le point de mobiliser les ressources ;
- f) les acronymes seront développés entièrement dans la description révisée des activités.

Recommandations

95. Le sous-comité a recommandé ce qui suit :

- a) les activités inscrites au programme doivent être clairement définies afin qu'elles soient bien comprises des États membres ;
- b) les activités sans budget doivent être supprimées et celles qui sont similaires doivent être fusionnées pour réduire le nombre des activités ;
- c) l'activité portant sur le plan d'action conjoint Afrique-Monde arabe doit être supprimée et ses ressources allouées à celle sur la préparation du rapport d'audit après la fin du projet MESA en 2017 ;
- d) le département doit collaborer avec les directeurs des finances et de la planification stratégique pour inclure les fonds obtenus des partenaires pour les activités du PDDAA et permettre le déroulement des activités de construction des bureaux de l'UA-IBAR à Nairobi, Kenya.

EXAMEN DU PROJET DE CALENDRIER DES RÉUNIONS

96. La Direction des Services de conférence et des publications (DCMP) a présenté le calendrier des réunions et a montré les statistiques sur le nombre de réunions approuvées pour 2016 et le grand nombre de réunions qui ont effectivement eu lieu alors qu'elles ne figuraient pas dans le calendrier de réunions approuvé. Sur un total de 155 réunions approuvées dans le calendrier, 40 seulement ont eu lieu conformément au calendrier approuvé, et 135 réunions qui n'étaient pas prévues dans le calendrier se sont tenues.

97. Afin de régler le problème de chevauchement, DMCP a proposé que tous les départements planifient leurs réunions sur une base trimestrielle afin que la Direction ait une plus grande marge de manœuvre. La Direction des services de conférence a également proposé que tout département qui souhaite tenir une réunion qui ne figure pas dans le calendrier des réunions approuvé obtienne au préalable la confirmation par DCMP que la réunion envisagée ne chevauche pas d'autres réunions et que DCMP sera en mesure d'assurer les services de secrétariat pour ladite réunion, en termes de traducteurs et d'interprètes, avant de chercher à obtenir l'approbation de la Haute Direction pour la tenue de la réunion.

98. Après que plusieurs sept départements (SPPMERM, Affaires politiques, CIDO, Bureau du Conseiller juridique, Direction femmes, genre et développement et Finances) ont présenté leurs programmes, le COREP leur a posé des questions concernant les réunions dont ils proposent la tenue. Ces départements ont défendu leurs propositions. Des observations ont été faites par les participants, et ces observations seront reflétées dans le calendrier de réunions amendé.

99. Les États membres n'ont pas pu réagir à la présentation de DCMP sur le Calendrier des réunions, présentation qui a été faite juste avant la présentation du budget de la Direction. Étant donné que le Président de la réunion a différé l'examen des budgets et a annulé la présentation, aucune observation ne pouvait être faite par les membres du Sous-comité.

CONCLUSION

100. Les projets de programmes et du calendrier des réunions de 2018 proposés par la Commission de l'UA ont été recommandés à l'examen du COREP tels qu'amendés par le Sous-comité sur les programmes et les conférences.

AFRICAN UNION

الاتحاد الأفريقي



UNION AFRICAINE

UNIÃO AFRICANA

Addis Ababa, Ethiopia P. O. Box 3243 Telephone: +251 11 551 7700 Fax: +251 11 5 517 844
website: www.au.int

CONSEIL EXÉCUTIF

Trente-et-unième session ordinaire

27 juin - 1^{er} juillet 2017

Addis-Abeba (Ethiopie)

EX.CL/1016(XXXI) i B

Original : anglais

RAPPORT DU SOUS-COMITÉ DU COREP SUR LA SUPERVISION ET LA COORDINATION GÉNÉRALE DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES, BUDGÉTAIRES ET FINANCIÈRES

AFRICAN UNION

الاتحاد الأفريقي



UNION AFRICAINE

UNIÃO AFRICANA

Addis Ababa, Ethiopia

P. O. Box 3243

Telephone: 5517 700

Fax: 5517844

Website: www.au.int

FI19952 – 138/15/15

**RÉUNION DU SOUS-COMITÉ CONSULTATIF
DU COREP SUR LA SUPERVISION ET LA
COORDINATION GÉNÉRALE DES AFFAIRES
ADMINISTRATIVES, BUDGÉTAIRES ET
FINANCIÈRES**

3– 9 juin 2017

Bahir Dar (Éthiopie)

Adv.SCttee/Rpt(06.17)

Original : anglais

**RÉSUMÉ DES OBSERVATIONS ET RECOMMANDATIONS
FORMULÉES EN VUE DU PROJET DE RAPPORT DU SOUS-COMITÉ
DU COREP SUR LA SUPERVISION ET LA COORDINATION
GÉNÉRALE DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES, BUDGÉTAIRES ET
FINANCIÈRES**

Table des matières

I.	Introduction	1
II.	EXAMEN DU RAPPORT D'EXÉCUTION BUDGÉTAIRE DE 2016 DE L'UNION AFRICAINE	2
A.	Résumé et recommandations du rapport d'exécution budgétaire de 2016	3
III.	EXAMEN DU BUDGET DE 2018	3
A.	Agence de planification et de coordination du NEPAD (Agence du NEPAD).....	4
B.	Parlement panafricain (PAP).....	4
C.	Cour africaine des droits de l'homme et des peuples (CAfDHP).....	5
D.	Commission africaine des droits de l'homme et des peuples (CADHP).....	5
E.	Conseil économique, social et culturel (ECOSOCC).....	6
F.	Comité africain d'experts sur les droits et le bien-être de l'enfant (CAEDBE)	6
G.	Conseil consultatif de l'Union africaine sur la corruption (CCUAC)	7
H.	Commission de l'Union africaine pour le droit international (CUADI)	7
I.	Conseil de paix et de sécurité.....	7
J.	COMMISSION DE L'UNION AFRICAINE.....	8
□	Budget de fonctionnement	8
□	Budget-programme	8
IV.	RÉSUMÉ DES RECOMMANDATIONS RELATIVES AU BUDGET DE 2018	14

RÉSUMÉ DES OBSERVATIONS ET RECOMMANDATIONS FORMULÉES EN VUE DU PROJET DE RAPPORT DU SOUS-COMITÉ DU COREP SUR LA SUPERVISION ET LA COORDINATION GÉNÉRALE DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES, BUDGÉTAIRES ET FINANCIÈRES

I. INTRODUCTION

1. La réunion du Sous-comité consultatif du COREP sur la supervision et la coordination générale et sur les questions administratives, budgétaires et financières s'est tenue à Bahir Dar du 3 au 9 juin 2017 et s'est poursuivie à Addis-abeba du 20 au 21 juin 2017 sous la présidence de S.E. Ndumiso Ndima Ntshinga, Ambassadeur de l'Afrique du Sud en Éthiopie et Représentant permanent auprès de l'Union africaine et de la Commission économique des Nations Unies. Les 8 et 9 juin 2017, il a été assisté dans sa tâche par S.E. Lazare Makayat Safovesse, Ambassadeur de la République du Congo en Éthiopie et Représentant permanent auprès de l'Union africaine et de la Commission économique des Nations Unies.

2. Le Président du Sous-comité a relevé que la réunion a été organisée au moment où l'Union est en train d'être réformée. Il a notamment indiqué que le financement de l'Union a été l'une des initiatives qui s'est avérée utile lors de la discussion. Il a poursuivi en soulignant ce qui suit :

- a) il a été demandé à la Commission d'aborder les questions de responsabilité à travers la présentation des rapports requis en temps opportun, à savoir, les résultats et les recommandations d'audit, de sorte à prendre des mesures appropriées afin de remédier aux échecs ;
- b) aux institutions de l'Union de faire une utilisation prudente des ressources financières mises à leur disposition ;
- c) aux États Membres de s'acquitter de leur contribution annuelle auprès de l'Union en début d'année, afin de permettre aux organes de mettre en œuvre leurs activités dès le premier trimestre ;
- d) l'on a réitéré que tous les rapports requis devraient être soumis en temps opportun au Sous-comité du COREP sur les questions administratives, budgétaires et financières ;
- e) encouragé les États membres et les institutions de l'UA à déployer davantage d'efforts pour redonner la confiance aux citoyens en l'Union et sur son importance.

II. PARTICIPATION

3. La réunion était présidée par l'Ambassadeur de l'Afrique du Sud, S.E. Ndumiso Ndima Ntshinga. Les 8 et 9 juin 2017, il a été assisté dans sa tâche par S.E. Lazare Makayat Safovesse, Ambassadeur de la République du Congo.

4. Ont pris part à la réunion les Représentants des États membres ci-après:

i) Algérie	xxiv) Madagascar
ii) Angola	xxv) Mali
iii) Bénin	xxvi) Malawi
iv) Botswana	xxvii) Maurice
v) Burkina Faso	xxviii) Maroc
vi) Burundi	xxix) Mauritanie
vii) Tchad	xxx) Mozambique
viii) Comores	xxxi) Namibie
ix) Congo	xxxii) Niger
x) Côte d'Ivoire	xxxiii) Nigeria
xi) République démocratique du Congo	xxxiv) Rwanda
xii) Djibouti	xxxv) Sénégal
xiii) Guinée équatoriale	xxxvi) Sierra Leone
xiv) Éthiopie	xxxvii) Afrique du Sud
xv) Égypte	xxxviii) Somalie
xvi) Erythrée	xxxix) Soudan
xvii) Gambie	xl) Soudan du Sud
xviii) Gabon	xli) Swaziland
xix) Ghana	xliv) Tunisie
xx) Guinée	xlvi) Ouganda
xxi) Kenya	xlvi) Zambie
xxii) Lesotho	xlvi) Zimbabwe
xxiii) Liberia	

III. EXAMEN DU RAPPORT D'EXÉCUTION BUDGÉTAIRE DE 2016 DE L'UNION AFRICAINE

5. La Commission de l'UA a présenté le rapport d'exécution budgétaire 2016 de l'Union. Dans la présentation, il a été indiqué que, sur un budget approuvé de **485 536 131 dollars EU**, un montant de **326 743 810 dollars EU** était alloué aux dépenses en 2016. Cela représentait 67 % des fonds prévus. Un montant de 132,8 millions de dollars EU a été contribué par les États membres sur les 171,1 millions de dollars EU prévus (soit 77,6 %) et les partenaires ont quant à eux décaissé 104,4 millions de dollars EU sur un budget de 329,9 millions de dollars EU (soit 31,6%). Sur une base mensuelle, le pic de la collecte des revenus a été atteint en septembre 2016 et comparativement à d'autres années, 2016 a enregistré le taux d'exécution budgétaire le plus élevé en quatre ans.

6. Les dépenses réelles se sont élevées à **220 586 369 dollars EU** en 2016, ce qui représente un taux de dépenses sur les fonds disponibles de 68 % (70% au titre du budget de fonctionnement et 65% au titre du budget-programme). L'on a fait remarquer que l'exécution budgétaire a été faible en raison du décaissement tardif des fonds provenant des États membres et des partenaires.

RESUME ET RECOMMANDATIONS DU RAPPORT D'EXECUTION BUDGETAIRE DE 2016

7. Le Sous-comité a **adopté** le Rapport d'exécution budgétaire de 2016 et formule les recommandations suivantes au COREP :

- a) **prend note** des difficultés de financement auxquelles l'Union est confrontée en raison du non-paiement des contributions par les États membres et des décaissements tardifs des fonds partenaires ;
- b) **demande** aux États membres de s'acquitter de leurs obligations de contribution financière envers l'Union africaine conformément aux exigences de l'Acte constitutif ;
- c) **demande** aux États membres d'examiner et de renforcer le régime de sanctions actuel.

IV. DEMANDE DE RALLONGE BUDGÉTAIRE POUR 2017 POUR LES RÉFORMES DE L'UA

8. La Commission a présenté une demande de rallonge budgétaire pour 2017 d'un montant de **953.758** dollars américains pour les réformes de l'UA.

9. Après un examen approfondi de la question, le Sous-Comité formule les recommandations suivantes :

- approuve le montant demandé de **868.918 dollars américains** qui doit être financé par les États membres ;
- demande à la Commission d'examiner le point sur les coûts des réunions du Comité des 10 Ministres des Finances, dont le budget est de **84.840 de dollars américains conformément au Résultat** « L'UA est financée de manière durable par des sources africaines », et de soumettre de nouveau la proposition révisée à travers le processus régulier de budget supplémentaire pour 2017 ;
- demande à la Commission d'examiner l'indicateur proposé pour l'évaluation du succès des résultats de la réforme, de même que le suivi et l'évaluation de l'initiative de la réforme.

V. EXAMEN DU BUDGET DE 2018

10. La Commission a présenté le projet de budget initial de l'Union pour 2018 qui s'élève à **855 350 597 dollars EU**, soit 3,9% de plus que le budget de 2017. Les participants à la réunion ont été informés que ce projet de budget comprenait le budget de fonctionnement d'un montant de **191 158 819 dollars EU**, soit 17% de plus que le

budget de 2017, le budget-programme d'un montant de **314 262 541 dollars EU**, soit 8,5% de plus que le budget de 2017, et le budget de soutien à la paix d'un montant de **349 929 537 dollars EU**, soit 5,4% de moins que le budget de 2017.

11. Un montant de **400 485 962 dollars EU**, représentant 47% du budget total, devait être évalué sur les États Membres avec **114 948 601 dollars EU** affectés au budget-programme représentant 37% du budget-programme total. Les partenaires se sont engagés à fournir **454 864 435 dollars EU** en 2018.

12. La contribution des États membres au budget a régulièrement progressé, passant de 18,7 % en 2015 à 47 % en 2018 afin de refléter la décision des États membres de financer 100 % du budget de fonctionnement, 75 % du budget-programme et 25% des opérations de maintien de la paix d'ici à 2020.

13. Au cours de la même période, les contributions des partenaires au budget ont diminué de 81,3 % en 2015 à 53 % en 2018.

14. Dans la présentation, la Commission a informé les participants à la réunion des initiatives engagées cette année en termes d'approche collaborative et d'harmonisation avec les Départements et le Comité interne du budget et des programmes, ...), et a confirmé qu'elle travaillait à l'étendre aux autres organes à compter de l'année prochaine.

A. AGENCE DE PLANIFICATION ET DE COORDINATION DU NEPAD (AGENCE DU NEPAD)

15. L'Agence de planification et de coordination du NEPAD a présenté un budget total de **50 766 998 dollars EU**, soit une augmentation de 22,5% par rapport au budget de 2017. Il comprenait le budget de fonctionnement d'un montant de **10 766 998 dollars EU** et le budget-programme d'un montant de **40 000 000 dollars EU** pour couvrir les quarante-deux (42) projets et les quatre (4) programmes.

16. Le Sous-Comité recommande au COREP :

a) d'approuver un budget total de **50 667 815 dollars EU** réparti ainsi qu'il suit:

- Un budget de fonctionnement d'un montant de **10 229 329 dollars EU** entièrement financé par les États membres.
- Un budget-programme d'un montant de **40 368 486 dollars EU**, dont les États membres financent **368 486 dollars EU** et les partenaires **40 000 000 dollars EU**.

B. PARLEMENT PANAFRICAIN (PAP)

17. Le PAP a présenté un projet de budget total d'un montant de **20 719 408 dollars EU** composé du budget de fonctionnement d'un montant de **17 799 408 dollars EU** et du budget-programme d'un montant de **2 920 000 dollars EU**.

18. Le Sous-Comité a formulé les recommandations ci-après à l'intention du COREP :

- a) Toutes les indemnités versées aux députés qui n'ont aucune base juridique devraient être retirées du budget, jusqu'à l'examen et à l'approbation par la Direction de l'administration et de la gestion des ressources humaines (AHRM) et le Bureau du conseiller juridique.
- b) Approuver un budget total pour le PAP d'un montant de **19.964.559 dollars EU** réparti ainsi qu'il suit :
 - Un budget de fonctionnement d'un montant de **17. 044. 559 dollars EU** entièrement financé par les États membres.
 - Un budget-programme d'un montant de **2.920.000 dollars EU** entièrement financé par les partenaires.

C. COUR AFRICAINE DES DROITS DE L'HOMME ET DES PEUPLES (CAFDHP)

19. La Cour africaine a présenté un projet de budget total de **12 245 075 dollars EU**, dont **11 006 658 dollars EU** sont affectés au budget de fonctionnement et **1 238 417 dollars EU** au budget-programme.

20. Le Sous-comité recommande au COREP :

- a) d'approuver un budget total pour la Cour d'un montant de **11 820 159 dollars EU** réparti ainsi qu'il suit :
 - Un budget de fonctionnement d'un montant de **10 581 742 dollars EU** entièrement financé par les États membres.
 - Un budget-programme d'un montant de **1 238 417 dollars EU** entièrement financé par les partenaires.

D. COMMISSION AFRICAINE DES DROITS DE L'HOMME ET DES PEUPLES (CADHP)

21. La CADHP a présenté un budget d'un montant de **6 349 868 dollars EU** comprenant le budget de fonctionnement d'un montant de **5 642 730 dollars EU** et le budget-programme d'un montant de **707 738 dollars EU**. Les principaux facteurs sont le recrutement de six (6) employés et l'augmentation prévue des autres dépenses de personnel.

22. Le Sous-Comité recommande au COREP :

- a) d'approuver un budget total de **6 319 680 dollars EU** réparti ainsi qu'il suit :
- Un budget de fonctionnement d'un montant de **5 612 542 dollars EU** entièrement financé par les États membres.
 - Un budget-programme d'un montant de **707 138 dollars EU** entièrement financé par les partenaires.

E. CONSEIL ECONOMIQUE, SOCIAL ET CULTUREL (ECOSOCC)

23. Le représentant de l'ECOSOCC a présenté un budget total de **2 688 666 dollars EU** comprenant le budget de fonctionnement de **1 213 363 dollars EU** et le budget-programme de **1 314 303 dollars EU**. Il a également expliqué que le budget s'est accru de 125% par rapport au budget de 2017, en raison de l'inclusion du budget-programme, des élections de l'Assemblée générale en décembre 2018 et de la mise en œuvre du plan stratégique de l'ECOSOCC.

24. Le Sous-Comité recommande au COREP de :

- a) demander à l'ECOSOCC de prendre en considération, dans le budget additionnel, les coûts de délocalisation à Lusaka, en Zambie, après que toutes les conséquences juridiques, structurelles et financières affectant leur délocalisation ont été réglées ;
- b) approuver un budget total de **2 528 666 dollars EU** réparti ainsi qu'il suit :
- Un budget de fonctionnement d'un montant de **1 214 363 dollars EU** entièrement financé par les États membres.
 - Un budget-programme d'un montant de **1 314 303 dollars EU** entièrement financé par les États membres.

F. COMITE AFRICAIN D'EXPERTS SUR LES DROITS ET LE BIEN-ETRE DE L'ENFANT (CAEDBE)

25. Le CAEDBE a présenté un projet de budget total de **883 509 dollars EU**.

26. Le Sous-Comité recommande au COREP :

- a) d'approuver un budget total de **883 509 dollars EU** réparti ainsi qu'il suit :
- Un budget de fonctionnement d'un montant de **291 995 dollars EU**.

- Un budget-programme d'un montant de **591 514 dollars EU**, dont les États membres financent **88 727 dollars EU**, tandis que les partenaires couvrent **502 787 dollars EU**.

G. CONSEIL CONSULTATIF DE L'UNION AFRICAINE SUR LA CORRUPTION (CCUAC)

27. Le Conseil consultatif de l'Union africaine sur la corruption (CCUAC) a présenté un projet de budget d'un montant total de **4 512 070 dollars EU** composé du budget de fonctionnement de 2 149 496 dollars EU et du budget-programme de 2 362 574 dollars EU. Le budget global s'est accru de 88,3% par rapport au budget 2017.

28. Le Sous-comité a recommandé que le COREP :

- a) approuve un budget total de **2 843 728 dollars EU** réparti comme suit :
 - Budget de fonctionnement : 2 082 152 dollars EU entièrement financé par les États membres.
 - Budget-programme : 761,576 dollars EU intégralement financé par les États membres.

H. COMMISSION DE L'UNION AFRICAINE POUR LE DROIT INTERNATIONAL (CUADI)

29. Le représentant de la Commission de l'Union africaine (CUADI) a présenté un projet de budget d'un montant de **768 034 dollars EU**, composé d'un budget de fonctionnement d'un montant de **442 576 dollars EU** et d'un budget-programme de **325 458 dollars EU**. Ce budget s'est accru de plus de 5 % par rapport au budget 2017.

30. Le Sous-comité a recommandé que le COREP :

- a) approuve un budget total d'un montant de **768. 034 dollars EU** réparti ainsi qu'il suit :
 - un budget de fonctionnement de 442.576 dollars EU financé par les États membres ; et
 - un budget-programme de 325.458 dollars EU financé par les partenaires.

I. CONSEIL DE PAIX ET DE SECURITE (CPS)

31. Le Conseil de paix et de sécurité a présenté un projet de budget d'un montant de **1 410 884 dollars EU**.

32. Le Sous-comité a formulé les recommandations ci-après :

- a) demande au Conseil de réviser le budget en incluant des coûts de recrutement de ses propres interprètes, traducteurs et spécialistes des questions politiques ; de porter à cinq (5) le nombre de missions sur le terrain, et de modifier le budget en conséquence ;
- b) demande à la Commission de recruter de toute urgence le personnel susmentionné pour le Conseil ;
- c) d'approuver le budget révisé de **3.036.746** dollars EU qui sera entièrement financé par les États membres.

COMMISSION DE L'UNION AFRICAINE

BUDGET DE FONCTIONNEMENT

33. La Commission a présenté un projet de budget 2018 d'un montant de 129 682 216,70 dollars EU. Ce budget a pris en compte l'incidence de la révision salariale, les coûts d'entretien courant du matériel de bureau, des véhicules, etc....qui étaient antérieurement imputés sur le Fonds d'entretien. Le fonds continuera d'absorber essentiellement les coûts d'entretien des immeubles. Ce changement résulte des difficultés qu'ont certains bureaux à accéder au fonds à temps, et à l'épuisement presque intégral du fonds en raison des coûts d'amélioration des bâtiments.

34. Le Sous-comité a recommandé que le COREP :

- **Approuve le budget de fonctionnement révisé d'un montant de 130.948.702 dollars américains**

BUDGET-PROGRAMME

35. Le représentant de la Commission a présenté un aperçu général du budget-programme de la Commission de l'UA d'un montant de **250 013 125 dollars EU**. Cent millions de dollars des États unis (100 millions dollars EU) de ce montant, soit 40% du budget-programme, sont financés par les contributions statutaires des États membres et le solde de cent cinquante millions de dollars des États unis (150 000 000 dollars EU) à partir des contributions promises par les partenaires internationaux. Par ailleurs, la Commission a informé les participants à la réunion que le budget-programme est divisé en quatre parties :

- a) le budget-programme principal qui consiste en des programmes et projets directement mis en œuvre par les départements respectifs ;

- b) les projets spéciaux, également mis en œuvre par les départements de la Commission de l'UA, mais qui sont pour la plupart des projets ponctuels, souvent conçus et réalisés au bout d'une année ;
- c) les fonds par intermédiation que la Commission mobilise au nom des États membres et qui leur sont transmis à titre de subventions ; et
- d) l'assistance technique qui représente l'appui en nature fourni à la Commission de l'UA par des partenaires internationaux ou des États membres, essentiellement sous forme de détachement de personnel auprès de la Commission, de fourniture de services ou d'équipements.

36. Le représentant de la Commission de l'UA a en outre informé la réunion que l'orientation générale des projets prévus, en termes de résultats escomptés, figure dans le document cadre de budget 2017.

37. Le Sous-comité recommande au COREP les budgets des départements ainsi qu'il suit :

1) *Bureau du Président*

38. Budget total : **17.234. 718 dollars EU** réparti comme suit :

- Financement des États membres : 6.729.017 dollars EU ; et
- financement des partenaires : 10 505.701 dollars EU

2) *Bureau du Vice-président*

39. Budget total : **982.082 dollars EU** réparti comme suit :

- Financement des États membres : 817.102 dollars EU ; et
- Financement des partenaires : 164.980 dollars EU

3) *Affaires sociales*

40. Budget total : **11 881 324 dollars EU** réparti comme suit :

- Financement des États membres : 6 728 914 dollars EU ; et
- financement des partenaires : 5.152.411 dollars EU

4) *Organisations de la société civile et Diaspora (CIDO)*

41. Budget total d'un montant de **1 288 120 dollars EU** entièrement financé par les États membres.

5) Bureau de la vérification interne

42. Budget total : **350 635 dollars EU** réparti comme suit :

- financement des États membres : 254 388 dollars EU ; et
- financement des partenaires : 96 247 dollars EU

6) Services médicaux

43. Budget total : **395 533 dollars EU** entièrement financé par les États membres.

7) Bureau du conseiller juridique

44. Budget total : **9.426.862 dollars EU** réparti comme suit :

- financement des États membres : 7 536 700 dollars EU ; et
- financement des partenaires : 1.890.162 dollars EU

8) Informations et communication

45. Budget total : **1.566.500 dollars EU** réparti comme suit :

- financement des États membres : 801 799 dollars EU ; et
- financement des partenaires : 764.701 dollars EU.

9) Administration et gestion des Ressources humaines

46. Présentation d'un budget global de **8.577.077 dollars EU** par rapport aux chiffres initiaux tels qu'ils apparaissent dans le document budgétaire, soit **7.351.137 dollars EU**. La différence de **1.317.740 dollars EU** résulte des fonds supplémentaires assurés par la Banque mondiale.

47. Le budget total de 7.351.137 de dollars américains est réparti comme suit :

- Contribution des États membres : 5 365 013 dollars EU ; et
- Contribution des partenaires : 1.986.124 dollars EU.

10) Unité de coordination du NEPAD

48. Budget global de **45 900 dollars EU** entièrement financé par les États membres.

11) Bureau du Secrétaire général

49. Budget global de **258 410 dollars EU** entièrement financé par les États membres.

12) Planification stratégique des politiques, suivi et évaluation, et mobilisation des ressources

50. Budget global de **2 592.664 dollars EU** répartis comme suit :

- Contribution des États membres : 1.434.888 dollars américains; et
- Contribution des partenaires : 1.157.776 dollars EU.

13) Infrastructure et Énergie

51. Budget global de **19.000.548 dollars EU** répartis comme suit :

- Contribution des États membres : 5.593.794 dollars EU ; et
- Contribution des partenaires : 13.406.754 dollars EU.

Le Sous-comité recommande également au COREP les budgets révisés des départements ci-dessous:

14) Commerce et Industrie

52. Il est demandé au département de revoir le budget à la baisse en accordant une attention particulière aux réunions.

53. Après examen des recommandations, le budget modifié s'élève à **12 904 658 dollars EU** répartis comme suit :

- Contribution des États membres : 10.824.535 dollars EU ; et
- Contribution des partenaires : 2.080.123 dollars EU.

15) Affaires politiques

54. Solliciter l'expertise du département Programmation, budget, finances et comptabilité pour examiner les éléments budgétaires identifiés et soumettre de nouveau le budget modifié.

55. Après examen des recommandations, le budget modifié équivaut au budget global de **9 405 641 dollars EU** répartis comme suit :

- Contribution des États membres : 6 219 533 dollars EU, et
- Contribution des partenaires : 3 186 108 dollars EU

16) Paix et Sécurité

56. Laisser en attente le déficit de financement de 81 millions dollars EU pour la Mission de l'Afrique en Somalie jusqu'à ce que le Conseil de paix et de sécurité délibère sur la question.

57. Revenir au département PBFA pour examen et confirmation des postes budgétaires présentés et pour vérifier si les paramètres et les coûts unitaires ont été utilisés correctement.

58. Mettre également en attente le budget des Bureaux de liaison, le temps, pour le Conseil de paix et de sécurité, d'examiner les raisons de la fermeture et de l'ouverture de ces bureaux.

59. Demander au département de transférer l'ensemble des questions de financement au budget du PBFA.

60. Transférer également le budget du Haut représentant pour le Fonds pour la paix au Bureau du Président avec un montant réduit.

61. Après examen des recommandations, le budget modifié s'élève à **41 132 823 dollars EU** répartis comme suit :

- Contribution des États membres : 23 228 431 dollars EU ; et
- Contribution des partenaires : 17 904 392 dollars EU.

17) Femmes, Genre et Développement

62. Le budget a été adopté sous réserve de fournir des chiffres précis sur les postes sous-budgétisés.

63. Le budget global de **2.848.585 dollars EU** est réparti comme suit :

- Contribution des États membres : 579.127 dollars EU ; et
- Contribution des partenaires : 2.269.458 dollars EU.

18) Ressources humaines, Sciences et Technologie

64. Il est demandé de réduire les postes budgétaires identifiés par la réunion

65. La Commission de l'UA est invitée à aider les États membres à organiser et lancer la Foire internationale de l'innovation et de l'invention, et à fournir un budget en 2018 pour soutenir cette activité.

66. Après examen des recommandations, le budget modifié s'élève à **64.769.538 dollars EU** répartis comme suit :

- Contribution des États membres : 9.472.543 dollars EU ; et
- Contribution des partenaires : 55.296.995 dollars EU.

19) Économie rurale et Agriculture

67. Il est demandé de travailler de nouveau sur les activités, ce qui donnerait un sens à leur implication.

68. Après examen des recommandations, le budget modifié s'élève à **11.111.837 dollars EU** répartis comme suit :

- Contribution des États membres : 1.451.084 dollars EU ; et
- Contribution des partenaires : 9.960.752 dollars EU.

20) Économie rurale et Agriculture - IBAR

69. Il est demandé de travailler de nouveau sur les activités, ce qui donnerait un sens à leur implication.

70. Après examen des recommandations, le budget modifié s'élève à **20.588.676 dollars EU** répartis comme suit :

- Contribution des États membres : 690.326 dollars EU ; et
- Contribution des partenaires : 19.898.350 dollars EU.

21) Documentation, services de Conférences et Publications

71. Budget non adopté en attendant le règlement de considérations structurelles qui rendront le département autonome en termes de dotation en personnel.

72. La Commission est chargée d'œuvrer au transfert de tous les budgets des conférences relevant actuellement du budget respectif des départements, à la DCMP, de préférence à partir du budget de 2018.

73. Après examen des recommandations, le budget modifié s'élève à **750 960 dollars EU** entièrement pris en charge par les États membres.

22) Affaires économiques

74. Le budget doit être révisé en tenant compte des observations des États membres lesquelles doivent être vérifiées par la Direction de la Programmation, du Budget, des Finances et de la Comptabilité(PBFA).

75. Après examen des recommandations, le budget révisé s'élève à **5 164 112 dollars EU** répartis comme suit :

- Contribution des États membres : 3 592 142 dollars EU ; et
- Contribution des partenaires : 1 571 970 dollars EU

23) Services du Protocole

76. Le budget doit être révisé de façon à tenir compte des besoins réels du Département.

77. Après examen des recommandations, le budget révisé s'élève à **265 000 dollars EU** Financés entièrement par les États membres.

24) Programmation, Budgétisation, Finances et Comptabilité

78. Le budget est adopté sous réserve de modifications de deux éléments (7.01 organisation de missions d'évaluation et de suivi aux bureaux / organes régionaux de l'UA et 7.02 Vérification de la mise en œuvre des recommandations d'audit).

79. Après examen des recommandations, le budget révisé s'élève à un total de **4 559 828 dollars EU** répartis comme suit :

- Contribution des États membres : 3.750.908 dollars EU ; et
- Contribution des partenaires : 808 920 dollars EU.

80. Le sous-comité a décidé que les prochaines réunions sur le budget se tiendront en Éthiopie, mais en dehors d'Addis-Abeba afin de permettre aux membres et de se concentrer totalement sur le budget.

VI. RÉSUMÉ DES RECOMMANDATIONS RELATIVES AU BUDGET DE 2018

81. Le Sous-comité sur les questions administratives, budgétaires et financières recommande au Comité des représentants permanents de :

- i) **Approuve** un budget total 2018 de **766.376.968 dollars EU** de l'Union africaine, répartis comme suit :
 - **190 488 923 dollars EU** pour les coûts d'exploitation ;
 - **307 804 845 dollars EU** pour les programmes, et
 - **268 083 200 dollars EU** pour les opérations de soutien à la paix.
- ii) **Recommande** que le budget soit financé par les contributions statutaires des États membres à hauteur de **316 517 592 dollars EU** et les partenaires internationaux à hauteur de **449. 859.376 dollars EU**;

- iii) **Prend note** de l'aide en nature à hauteur de **12 802 295 dollars EU** accordée par les États membres et les partenaires sous forme d'assistance technique à l'UA ;
- iv) **Demande** à la Commission de combler l'écart de financement de **81 846 337 dollars EU** ayant trait à la Mission de l'Union Africaine pour la Somalie (AMISOM) en attendant la décision du Conseil de paix et de sécurité
- v) **Félicite** la Commission les améliorations apportées à sa présentation du budget ;
- vi) **Demande** à tous les organes d'améliorer la préparation et la présentation de leur budget ;
- vii) **Charge** la Commission de coordonner et de superviser l'opération d'établissement de budget au sein de tous les organes avant que les budgets ne soient soumis au sous-comité
- viii) **Exhorte** la Commission à harmoniser les affectations de crédits budgétaires au sein de tous les organes de l'UA et de les soumettre au Comité des représentants permanents (COREP) pour approbation ;
- ix) **A convenu** que les futures sessions d'examen budgétaire du Sous-comité devraient avoir lieu dans un lieu situé à l'extérieur d'Addis-Abeba pour que ses membres puissent mieux se concentrer sur leur tâche ;
- x) **Demande** au Conseil économique et social (ECOSSOC) de prendre en compte, lors de l'établissement du budget supplémentaire, les coûts de réinstallation à Lusaka, en Zambie, une fois avoir examiné toutes les incidences juridiques, structurelles et financières de cette réinstallation ;
- xi) **Prend note** des difficultés de financement auxquelles l'Union est confrontée en raison du non-paiement des contributions statutaires des États membres et du retard de décaissements des partenaires ;
- xii) **Demande** aux États membres de s'acquitter de leurs obligations financières conformément aux exigences de la Loi Constitutive;
- xiii) **Demande** aux États membres d'examiner et de renforcer le régime actuel de sanctions.

PROJET

**DÉCISION SUR LE BUDGET DE L'UNION AFRICAINE
POUR L'EXERCICE FINANCIER 2018**
Doc. PRC/Rpt(XXXIV)

Le Conseil exécutif,

1. **PREND NOTE** du rapport du Comité des Représentants permanents (COREP) et **ENTÉRINE** les recommandations qu'il contient ;
2. **APPROUVE** le budget de l'Union africaine pour l'exercice 2018, d'un montant total de **769.281.894 dollars EU**, réparti comme suit : **458.763.038 dollars EU** au titre des dépenses de fonctionnement et **310.518.856 dollars EU** au titre des programmes. Le financement du budget se fera comme suit :
 - i) **318.176.795 dollars EU** mis en recouvrement auprès des États membres au titre de leurs contributions statutaires; et
 - ii) **451.105.099dollars EU** mobilisés auprès des partenaires internationaux.
3. **APPROUVE ÉGALEMENT** la répartition du budget de 2018 entre les organes de l'UA comme suit :

Organes	États membres			Partenaires			Budget total pour 2018		
	Budget de fonctionnement	Budget-programme	Montant total à mettre en recouvrement	Budget de fonctionnement	Budget-programme	Total	Budget de fonctionnement	Budget-programme	Total 2018
Commission de l'Union africaine	130.948.702	98.074.167	229.022.869		147.801.924	147.801.924	130.948.702	245.876.091	376.824.793
PAP	17.044.559	-	17.044.559		2.920.000	2.920.000	17.044.559	2.920.000	19.964.559
CAfDHP (la Cour)	10.581.742	-	10.581.742		1.238.417	1.238.417	10.581.742	1.238.417	11.820.159
CADHP (la Commission)	5.612.542	-	5.612.542		707.138	707.138	5.612.542	707.138	6.319.680
ECOSSOC	1.214.363	1.314.303	2.528.666		-	-	1.214.363	1.314.303	2.528.666
NEPAD	10.299.329	368.486	10.667.815		40.000.000	40.000.000	10.299.329	40.368.486	50.667.815
AUCIL	442.576	-	442.576		325.458	325.458	442.576	325.458	768.034
Conseil consultatif sur	2.082.152	761.576	2.843.728			-	2.082.152	761.576	2.843.728
Conseil de paix et de	-	3.036.746	3.036.746		-	-	-	3.036.746	3.036.746
ACERWC	291.995	88.727	380.722		502.787	502.787	291.995	591.514	883.509
BUREAUX SPÉCIALISÉS DE L'UNION AFRICAINE									
AFREC	1.275.699	-	1.275.699		-	-	1.275.699	-	1.275.699
IPED	762.647	-	762.647		-	-	762.647	-	762.647
CIEFFA	716.656	-	716.656		-	-	716.656	-	716.656
UPA	2.821.977	-	2.821.977		-	-	2.821.977	-	2.821.977
AIR	749.028	-	749.028		-	-	749.028	-	749.028
ACDC	3.971.148	11.320.248	15.291.396		2.058.880	2.058.880	3.971.148	13.379.128	17.350.276
AOSTI	916.272	-	916.272		-	-	916.272	-	916.272
AFRIPOL	948.450	-	948.450		-	-	948.450	-	948.450
OPÉRATIONS DE MAINTIEN DE LA PAIX									
AMISOM	12.532.704	-	12.532.704	238.121.383	-	238.121.383	250.654.087	-	250.654.087
MNJTF			-	7.161.400		7.161.400	7.161.400	-	7.161.400
LRA			-	1.461.205		1.461.205	1.461.205	-	1.461.205
HRMOM			-	8.806.508		8.806.508	8.806.508	-	8.806.508
TOTAL	203.212.542	114.964.253	318.176.795	255.550.496	195.554.603	451.105.099	458.763.038	310.518.856	769.281.894

4. ADOPTE ÉGALEMENT la répartition du budget 2018 par éléments des dépenses comme suit :

	Dépenses de personnel	Dépenses de fonctionnement	Dépenses en immobilisations	Total partiel des dépenses de fonctionnement	Programmes	TOTAL
Commission de l'Union africaine	90.843.197	37.607.080	2.498.424	130.948.702	245.876.091	376.824.793
NEPAD	8.089.713	2.057.641	151.975	10.299.329	40.368.486	50.667.815
PAP	9.810.122	7.062.993	171.444	17.044.559	2.920.000	19.964.559
ACDC	2.708.414	1.172.733	90.000	3.971.148	13.379.128	17.350.276
CAfDHP (la Cour)	6.628.196	3.663.726	289.820	10.581.742	1.238.417	11.820.159
CADHP (la Commission)	3.192.542	2.376.000	44.000	5.612.542	707.138	6.319.680
Conseil consultatif de l'Union africaine sur la corruption	864.938	1.217.214	-	2.082.152	761.576	2.843.728
UPA	2.146.895	672.083	3.000	2.821.977	-	2.821.977
ECOSSOC	-	1.214.363	-	1.214.363	1.314.303	2.528.666
Conseil de paix et de sécurité	-	-	-	-	3.036.746	3.036.746
AFREC	1.127.099	123.600	25.000	1.275.699	-	1.275.699
AFRIPOL	712.350	96.100	140.000	948.450	-	948.450
AOSTI	699.938	131.234	85.100	916.272	-	916.272
ACERWC	28.835	263.160	-	291.995	591.514	883.509
AUCIL	-	442.576	-	442.576	325.458	768.034
IPED	516.881	116.566	129.200	762.647	-	762.647
AIR	569.400	138.600	41.028	749.028	-	749.028
CIEFFA	480.484	122.972	113.200	716.656	-	716.656
Total partiel excluant Opérations à l'appui de la paix	128.419.006	58.478.641	3.782.191	190.679.838	310.518.856	501.198.694
AMISOM	14.483.387	236.170.700	-	250.654.087	-	250.654.087
MNJTf	-	7.161.400	-	7.161.400	-	7.161.400
LRA	-	1.461.205	-	1.461.205	-	1.461.205
HRMOM	-	8.806.508	-	8.806.508	-	8.806.508
Total partiel excluant Opérations à l'appui de la paix	14.483.387	253.599.813	-	268.083.200	-	268.083.200
Total général	142.902.393	312.078.454	3.782.191	458.763.038	310.518.856	769.281.894

5. **CHARGE** la Commission de saisir le Conseil de paix et de sécurité de la question du manque à gagner de **81 846 337 \$EU** pour l'AMISOM dû à la décision de l'Union européenne de réduire de 20% leur financement annuel;
6. **CHARGE ÉGALEMENT** la Commission de coordonner et de superviser le processus de préparation des budgets de tous les organes avant de les soumettre au Sous-Comité du COREP pour examen et approbation ;
7. **DEMANDE** à la Commission d'améliorer et de renforcer le processus de préparation des budgets en présentant un budget axé sur les priorités, et en mettant en place un mécanisme permettant une évaluation et un suivi fondés sur les résultats ;
8. **DEMANDE EN OUTRE** à la Commission d'harmoniser toutes les indemnités dans tous les organes de l'UA et de les présenter au COREP pour approbation ;
9. **DEMANDE ÉGALEMENT** à l'ECOSSOC de déterminer les incidences juridiques, structurelles et financières de son déménagement à Lusaka (Zambie) et de soumettre une demande de budget additionnel à l'examen du COREP ;
10. **EXHORTE** les États membres à s'acquitter de leurs obligations financières à temps et **DEMANDE** au COREP de revoir et de renforcer le régime de sanctions actuel pour trouver une solution aux difficultés financières auxquelles l'Union est confrontée.

PROJET**DÉCISION SUR LE BUDGET SUPPLÉMENTAIRE POUR L'EXERCICE 2017**

Doc. PRC/Rpt(XXXIV)

Le Conseil exécutif,

1. **PREND NOTE** de la Décision / Assembly/ AU / Dec.635 (XXVIII) du Sommet de janvier 2017, qui a adopté les conclusions de la retraite de la Conférence de l'UA sur la réforme institutionnelle de l'Union africaine ;
2. **PREND NOTE EN OUTRE** du rapport du Sous-comité du COREP sur la supervision et la coordination générales des questions administratives, budgétaires et financières et **APPROUVE** les recommandations qui y sont contenues ;
3. **APPROUVE** un budget supplémentaire total de **868 918 dollars EU** pour la mise en œuvre de la réforme institutionnelle de l'Union africaine détaillée ci-après, et dont le financement sera assuré par les États membres:
 - a) mise en place de dispositifs institutionnels pour gérer le processus de réforme (Unité de mise en œuvre de la réforme, audit des goulets d'étranglement institutionnels);
 - b) réorganisation des institutions de l'UA de façon à mettre l'accent sur la rationalisation et répondre aux questions strictement continentales;
 - c) programmes qui permettent de mieux rapprocher l'UA de ses citoyens;
 - d) amélioration de la gouvernance politique; et
 - e) suivi de la mise en œuvre du financement durable de l'UA provenant de sources africaines.

TABLE DES MATIERES	
Numéro de feuille	Rubrique
1	Summary with Revenue (Art. 12 of FRR)
2	Overall budget by Organ 2017 vs 2018
3	Comarative by Budget Category
4	2018 Budget by Source of Fund
5	Source of Financing Comparative
6	Member States Assessment Comparative
7	2018 Budget by Expense Category
8	Comparative by Expense Categories
9	2018 AUC Programs by Department
10	Sub-Committee Changes - Overall
11	Sub-Committee Changes - by Department
12	Sub-Committee Changes - AUC Operational

BUDGET 2018 DE L'UNION
(Art 12 du RF)

En dollars EU			Budget 2016	Budget 2017 (y compris. suppl)	Budget 2018 (Avant présentation au Sous- comité)	Budget 2018 (Après présentation au Sous- comité)
Recettes		Contributions des Etats membres	171,490,419	205,757,490	306,106,920	305,644,091
		Partenaires (y compris Fonds par intermédiation & TA)	311,462,231	247,287,420	199,313,940	195,554,603
		Activités commerciales et génératrices de revenus	-	-	-	-
		Contributions volontaires, présents et dons	-	-	-	-
		Divers	-	-	-	-
	Soutien de la paix	AMISOM, MNJTF, LRA & HRMOM ⁽¹⁾	359,441,035	369,895,429	349,929,537	268,083,200
	Total Recettes		842,393,685	822,940,339	855,350,397	769,281,894
Dépenses	Coûts de fonctionnement	Coûts du personnel	121,611,885	116,260,299	130,504,981	128,419,006
		Coûts de fonctionnement	4,962,911	44,225,514	57,590,647	58,478,641
		Dépenses en capital	1,837,339	2,927,171	3,062,691	3,782,191
	Total Coûts de fonctionnement		128,412,135	163,412,983	191,158,319	190,679,838
	Programmes	Programme	354,540,515	289,631,927	314,262,541	310,518,856
	Total Programmeme (B)		354,540,515	289,631,927	314,262,541	310,518,856
	Soutien de la paix	AMISOM, MNJTF, LRA & HRMOM	359,441,035	369,895,429	349,929,537	268,083,200
	Total Costs (A)+(B)		842,393,685	822,940,340	855,350,397	769,281,894

(1): Non compris un écart de 81 M pour l'AMISOM

RATIOS		Budget 2016	Budget 2017		Budget 2018
	Coûts de fonctionnement	15.24%	19.86%	22.35%	24.79%
	Programme	42.09%	35.19%	36.74%	40.36%
	AMISOM, MNJTF, LRA & HRMOM	42.67%	44.95%	40.91%	34.85%
TOTAL		100%	100%	100%	100%

Variation 2018 par rapport à 2017	%
99,886,601	48.5%
(51,732,816)	-20.9%
-	
-	
-	
(101,812,229)	-27.5%
(53,658,445)	-6.5%
12,158,708	10.5%
14,253,127	32.2%
855,020	29.2%
27,266,855	16.7%
20,886,929	7.2%
20,886,929	7.2%
(101,812,229)	-27.5%
(53,658,445)	-6.5%

Variation 2017 par rapport à 2016	%
34,267,071	20.0%
(64,174,811)	-20.6%
-	
-	
-	
10,454,394	2.9%
(28,887,746)	-2.4%
(5,351,586)	-4.4%
39,262,603	791.1%
1,089,832	59.3%
35,000,848	27.3%
(64,908,588)	-18.3%
(64,908,588)	-18.3%
10,454,394	2.9%
(18,453,345)	-2.3%

Variation 2018 par rapport à 2017	%
4.9%	
5.2%	
-10.1%	

Variation 2017 par rapport à 2016	%
4.6%	
-6.9%	
2.3%	

BUDGET 2018 DE L'UNION

Comparaison des budgets 2018 et 2017 par Organe

Organe	Budget 2017	Budget 2018	Variation	% de variation	% de parts au budget total
CUA	355,735,198	376,824,793	21,089,595	5.9%	49.0%
AMISOM	335,965,041	250,654,087	(85,310,954)	-25.4%	32.6%
NEPAD	41,440,410	50,667,815	9,227,404	22.3%	6.6%
Parlement panafricain (PAP)	22,020,159	19,964,559	(2,055,600)	-9.3%	2.6%
CACM	3,971,148	17,350,276	13,379,128	336.9%	2.3%
Cour africaine des droits de l'homme et des peuples (CAfDHP) (La Cour)	10,315,284	11,820,159	1,504,875	14.6%	1.5%
Commission africaine des droits de l'homme et des peuples (CADHP) (La Commission)	5,525,705	6,319,680	793,975	14.4%	0.8%
Conseil consultatif sur la corruption	2,396,246	2,843,728	447,482	18.7%	0.4%
UPA	2,531,177	2,821,977	290,800	11.5%	0.4%
ECOSSOC	1,119,557	2,528,666	1,409,109	125.9%	0.3%
Conseil de paix et de sécurité	1,047,965	3,036,746	1,988,781	189.8%	0.4%
AFREC	1,275,699	1,275,699	0	0.0%	0.2%
AFRIPOL	948,450	948,450	0	0.0%	0.1%
OASTI	916,272	916,272	0	0.0%	0.1%
CAEDBE	827,556	883,509	55,953	6.8%	0.1%
Commission de l'Union africaine pour le droit international (CUADI)	731,286	768,034	36,748	5.0%	0.1%
IPED	762,647	762,647	(0)	0.0%	0.1%
AIR	763,494	749,028	(14,466)	-1.9%	0.1%
CIEFFA	716,656	716,656	0	0.0%	0.1%
MNJTF	23,000,000	7,161,400	(15,838,600)	-68.9%	0.9%
LRA	2,080,388	1,461,205	(619,183)	-29.8%	0.2%
HRMOM	8,850,000	8,806,508	(43,492)	-0.5%	1.1%
Total	822,940,339	769,281,894	-53,658,445	-6.5%	100.0%

BUDGET 2018 DE L'UNION
Comparaison par catégorie de budget

Organe	2017		
	Fonctionnement	Programme	Total
CUA	109,509,732	246,225,465	355,735,198
AMISOM	325,112,803	10,852,238	335,965,041
NEPAD	9,444,778	31,995,633	41,440,410
Parlement panafricain (PAP)	15,577,975	6,442,184	22,020,159
CACM	3,971,148	0	3,971,148
Cour africaine des droits de l'homme et des peuples (CAfDHP) (La Cour)	8,709,318	1,605,966	10,315,284
Commission africaine des droits de l'homme et des peuples (CADHP) (La Commission)	4,610,969	914,736	5,525,705
Conseil consultatif sur la corruption	1,861,946	534,300	2,396,246
UPA	2,531,177	0	2,531,177
ECOSSOC	1,119,557	0	1,119,557
Conseil de paix et de sécurité	0	1,047,965	1,047,965
AFREC	1,275,699	0	1,275,699
AFRIPOL	948,450	0	948,450
OASTI	916,272	0	916,272
CAEDBE	271,838	555,718	827,556
Commission de l'Union africaine pour le droit international (CUADI)	421,326	309,960	731,286
IPED	762,647	0	762,647
AIR	763,494	0	763,494
CIEFFA	716,656	0	716,656
MNJTF	23,000,000	0	23,000,000
LRA	2,080,388	0	2,080,388
HRMOM	8,850,000	0	8,850,000
Total	522,456,174	300,484,165	822,940,339

2018		
Fonctionnement	Programme	Total
130,948,702	245,876,091	376,824,793
250,654,087	0	250,654,087
10,299,329	40,368,486	50,667,815
17,044,559	2,920,000	19,964,559
3,971,148	13,379,128	17,350,276
10,581,742	1,238,417	11,820,159
5,612,542	707,138	6,319,680
2,082,152	761,576	2,843,728
2,821,977	0	2,821,977
1,214,363	1,314,303	2,528,666
0	3,036,746	3,036,746
1,275,699	0	1,275,699
948,450	0	948,450
916,272	0	916,272
291,995	591,514	883,509
442,576	325,458	768,034
762,647	0	762,647
749,028	0	749,028
716,656	0	716,656
7,161,400	0	7,161,400
1,461,205	0	1,461,205
8,806,508	0	8,806,508
458,763,038	310,518,856	769,281,894

Variation			% de variation of total budget	Parts (%) du budget total
Fonctionnement	Programme	Total		
21,438,970	(349,374)	21,089,595	5.9%	49.0%
(74,458,716)	(10,852,238)	(85,310,954)	-25.4%	32.6%
854,551	8,372,853	9,227,404	22.3%	6.6%
1,466,584	(3,522,184)	(2,055,600)	-9.3%	2.6%
(0)	13,379,128	13,379,128	336.9%	2.3%
1,872,424	(367,549)	1,504,875	14.6%	1.5%
1,001,573	(207,598)	793,975	14.4%	0.8%
220,206	227,276	447,482	18.7%	0.4%
290,800	0	290,800	11.5%	0.4%
94,806	1,314,303	1,409,109	125.9%	0.3%
0	1,988,781	1,988,781	189.8%	0.4%
0	0	0	0.0%	0.2%
0	0	0		0.1%
0	0	0		0.1%
20,157	35,796	55,953	6.8%	0.1%
21,250	15,498	36,748	5.0%	0.1%
(0)	0	(0)	0.0%	0.1%
(14,466)	0	(14,466)	-1.9%	0.1%
0	0	0	0.0%	0.1%
(15,838,600)	0	(15,838,600)	-68.9%	0.9%
(619,183)	0	(619,183)	-29.8%	0.2%
(43,492)	0	(43,492)	-0.5%	1.1%
-63,693,136	10,034,691	-53,658,445	-6.5%	100.0%

BUDGET 2018 DE L'UNION
Budget 2018 par source de financement

Organes	Etats membres		
	Budget de fonctionnement	Programmes	Total Assessment
CUA	130,948,702	98,074,167	229,022,869
PAP	17,044,559	-	17,044,559
CAFDHP (la Cour)	10,581,742	-	10,581,742
CADHP (la Commission)	5,612,542	-	5,612,542
ECOSSOC	1,214,363	1,314,303	2,528,666
NEPAD	10,299,329	368,486	10,667,815
CUADI	442,576	-	442,576
Conseil consultatif sur la corruption	2,082,152	761,576	2,843,728
Conseil de paix et de sécurité	-	3,036,746	3,036,746
CAEDBE	291,995	88,727	380,722
BUREAUX SPECIALISES			
AFREC	1,275,699	-	1,275,699
IPED	762,647	-	762,647
CIEFFA	716,656	-	716,656
UPA	2,821,977	-	2,821,977
AIR	749,028	-	749,028
CACM	3,971,148	11,320,248	15,291,396
OASTI	916,272	-	916,272
AFRIPOL	948,450	-	948,450
OPERATIONS DE PAIX			
AMISOM	12,532,704	-	12,532,704
MNJTF			-
LRA			-
HRMOM			-
TOTAL	203,212,542	114,964,253	318,176,795

Partenaires		
Fonctionnement	Programmes	Total
	147,801,924	147,801,924
	2,920,000	2,920,000
	1,238,417	1,238,417
	707,138	707,138
	-	-
	40,000,000	40,000,000
	325,458	325,458
	-	-
	-	-
	502,787	502,787
	-	-
	-	-
	-	-
	-	-
	2,058,880	2,058,880
	-	-
	-	-
238,121,383	-	238,121,383
7,161,400		7,161,400
1,461,205		1,461,205
8,806,508		8,806,508
255,550,496	195,554,603	451,105,099

Budget total 2018		
Fonctionnement	Programmes	Total 2018
130,948,702	245,876,091	376,824,793
17,044,559	2,920,000	19,964,559
10,581,742	1,238,417	11,820,159
5,612,542	707,138	6,319,680
1,214,363	1,314,303	2,528,666
10,299,329	40,368,486	50,667,815
442,576	325,458	768,034
2,082,152	761,576	2,843,728
-	3,036,746	3,036,746
291,995	591,514	883,509
1,275,699	-	1,275,699
762,647	-	762,647
716,656	-	716,656
2,821,977	-	2,821,977
749,028	-	749,028
3,971,148	13,379,128	17,350,276
916,272	-	916,272
948,450	-	948,450
250,654,087	-	250,654,087
7,161,400	-	7,161,400
1,461,205	-	1,461,205
8,806,508	-	8,806,508
458,763,038	310,518,856	769,281,894

BUDGET 2018 DE L'UNION
Comparaison des sources de financement

Organe	2017		
	EM	Partenaires	Total
CUA	150,188,617	205,546,581	355,735,198
AMISOM	-	335,965,041	335,965,041
NEPAD	9,444,778	31,995,633	41,440,410
PAP	15,577,975	6,442,184	22,020,159
CACM	3,971,148	-	3,971,148
CATDHP (Ia Cour)	8,709,318	1,605,966	10,315,284
CADHP (Ia Commission)	4,610,969	914,736	5,525,705
Conseil consultatif sur la	2,396,246	-	2,396,246
UPA	2,531,177	-	2,531,177
ECOSSOC	1,119,557	-	1,119,557
Conseil de paix et de sécurité	1,047,965	-	1,047,965
AFREC	1,275,699	-	1,275,699
AFRIPOL	948,450	-	948,450
OASTI	916,272	-	916,272
CAEDBE	355,196	472,360	827,556
CUADI	421,326	309,960	731,286
IPED	762,647	-	762,647
AIR	763,494	-	763,494
CIEFFA	716,656	-	716,656
MNJTF	-	23,000,000	23,000,000
LRA	-	2,080,388	2,080,388
HRMOM	-	8,850,000	8,850,000
Total	205,757,490	617,182,849	822,940,339

2018		
EM	Partenaires	Total
229,022,869	147,801,924	376,824,793
12,532,704	238,121,383	250,654,087
10,667,815	40,000,000	50,667,815
17,044,559	2,920,000	19,964,559
15,291,396	2,058,880	17,350,276
10,581,742	1,238,417	11,820,159
5,612,542	707,138	6,319,680
2,843,728	-	2,843,728
2,821,977	-	2,821,977
2,528,666	-	2,528,666
3,036,746	-	3,036,746
1,275,699	-	1,275,699
948,450	-	948,450
916,272	-	916,272
380,722	502,787	883,509
442,576	325,458	768,034
762,647	-	762,647
749,028	-	749,028
716,656	-	716,656
-	7,161,400	7,161,400
-	1,461,205	1,461,205
-	8,806,508	8,806,508
318,176,795	451,105,099	769,281,894

Variation			% Variation	
EM	Partenaires	Total	EM	Partenaires
78,834,253	(57,744,657)	21,089,595	52%	-28%
12,532,704	(97,843,658)	(85,310,954)		-29%
1,223,037	8,004,367	9,227,404	13%	25%
1,466,584	(3,522,184)	(2,055,600)	9%	-55%
11,320,248	2,058,880	13,379,128	285%	
1,872,424	(367,549)	1,504,875	21%	-23%
1,001,573	(207,598)	793,975	22%	-23%
447,482	-	447,482	19%	
290,800	-	290,800	11%	
1,409,109	-	1,409,109	126%	
1,988,781	-	1,988,781	190%	
-	-	-	0%	
-	-	-	0%	
-	-	-	0%	
25,526	30,427	55,953	7%	6%
21,250	15,498	36,748	5%	5%
(0)	-	(0)	0%	
(14,466)	-	(14,466)	-2%	
0	-	0	0%	
-	(15,838,600)	(15,838,600)		-69%
-	(619,183)	(619,183)		-30%
-	(43,492)	(43,492)		0%
112,419,305	(166,077,750)	(53,658,445)	55%	-27%

BUDGET 2018 DE L'UNION
Contributions statutaires des Etats membres

Organe	2017	2018	Variation	
CUA	150,188,617	229,022,869	78,834,253	52%
PAP	15,577,975	17,044,559	1,466,584	9%
CACM	3,971,148	15,291,396	11,320,248	285%
AMISOM	-	12,532,704	12,532,704	
CAfDHP (la Cour)	8,709,318	10,581,742	1,872,424	21%
NEPAD	9,444,778	10,667,815	1,223,037	13%
CADHP (la Commission)	4,610,969	5,612,542	1,001,573	22%
Conseil consultatif sur la corruption	2,396,246	2,843,728	447,482	19%
UPA	2,531,177	2,821,977	290,800	11%
ECOSSOC	1,119,557	2,528,666	1,409,109	126%
Conseil de paix et de sécurité	1,047,965	3,036,746	1,988,781	190%
AFREC	1,275,699	1,275,699	-	0%
AFRIPOL	948,450	948,450	-	0%
OASTI	916,272	916,272	-	0%
IPED	762,647	762,647	(0)	0%
AIR	763,494	749,028	(14,466)	-2%
CIEFFA	716,656	716,656	0	0%
CUADI	421,326	442,576	21,250	5%
CAEDBE	355,196	380,722	25,526	7%
MNJTF	-	-	-	
LRA	-	-	-	
HRMOM	-	-	-	
Total	205,757,490	318,176,795	112,419,305	55%

0

NB: les programmes financés par les EM représentent 15 % des contributions de contrepartie aux 30M de l'UE (AUSP III)

BUDGET 2018 DE L'UNION
Contributions statutaires des Etats membres par catégorie

Organes	2017		
	Budget Fonctionnement	Programmes	Total des contributions
CUA	109,509,732	40,678,884.54	150,188,617
PAP	15,577,975		15,577,975
CAfDHP (la Cour)	8,709,318		8,709,318
CADHP (la Commission)	4,610,969		4,610,969
ECOSSOC	1,119,557		1,119,557
NEPAD	9,444,778		9,444,778
CUADI	421,326		421,326
Conseil consultatif sur la corruption	1,861,946	534,300.00	2,396,246
Conseil de paix et de sécurité	-	1,047,965.00	1,047,965
CAEDBE	271,838	83,357.72	355,196
BUREAUX SPECIALISES			
AFREC	1,275,699		1,275,699
IPED	762,647		762,647
CIEFFA	716,656		716,656
UPA	2,531,177		2,531,177
AIR	763,494		763,494
CACM	3,971,148		3,971,148
OASTI	916,272		916,272
AFRIPOL	948,450		948,450
OPERATIONS DE PAIX			
AMISOM			-
MNJTF	-	-	-
LRA	-	-	-
HRMOM	-	-	-
TOTAL	163,412,983	42,344,507	205,757,490

MS by cate

2018		
Fonctionnement	Programmes	Total
130,948,702	98,074,167	229,022,869
17,044,559	-	17,044,559
10,581,742	-	10,581,742
5,612,542	-	5,612,542
1,214,363	1,314,303	2,528,666
10,299,329	368,486	10,667,815
442,576	-	442,576
2,082,152	761,576	2,843,728
-	3,036,746	3,036,746
291,995	88,727	380,722
1,275,699	-	1,275,699
762,647	-	762,647
716,656	-	716,656
2,821,977	-	2,821,977
749,028	-	749,028
3,971,148	11,320,248	15,291,396
916,272	-	916,272
948,450	-	948,450
12,532,704	-	12,532,704
-	-	-
-	-	-
-	-	-
203,212,542	114,964,253	318,176,795

2017		
Fonctionnement	Programmes	Total 2017
20%	141%	52%
9%		9%
21%		21%
22%		22%
8%		126%
9%		13%
5%		5%
12%	43%	19%
	190%	190%
7%	6%	7%
0%		0%
0%		0%
0%		0%
11%		11%
-2%		-2%
0%		285%
0%		0%
0%		0%
24%	171%	55%

Page 8

BUDGET 2018 DE L'UNION
Budget 2018 par catégories de dépenses

	Coûts du personnel	Coûts de fonctionnement	Dépenses en capital	Total partiel	Programmes	TOTAL	Part au budget
CUA	90,843,197	37,607,080	2,498,424	130,948,702	245,876,091	376,824,793	49.0%
NEPAD	8,089,713	2,057,641	151,975	10,299,329	40,368,486	50,667,815	6.6%
PAP	9,810,122	7,062,993	171,444	17,044,559	2,920,000	19,964,559	2.6%
CACM	2,708,414	1,172,733	90,000	3,971,148	13,379,128	17,350,276	2.3%
CAfDHP (la Cour)	6,628,196	3,663,726	289,820	10,581,742	1,238,417	11,820,159	1.5%
CADHP (la Commission)	3,192,542	2,376,000	44,000	5,612,542	707,138	6,319,680	0.8%
Conseil consultatif sur la corruption	864,938	1,217,214	-	2,082,152	761,576	2,843,728	0.4%
UPA	2,146,895	672,083	3,000	2,821,977	-	2,821,977	0.4%
ECOSSOC	-	1,214,363	-	1,214,363	1,314,303	2,528,666	0.3%
Conseil de paix et de sécurité	-	-	-	-	3,036,746	3,036,746	0.4%
AFREC	1,127,099	123,600	25,000	1,275,699	-	1,275,699	0.2%
AFRIPOL	712,350	96,100	140,000	948,450	-	948,450	0.1%
OASTI	699,938	131,234	85,100	916,272	-	916,272	0.1%
CAEDBE	28,835	263,160	-	291,995	591,514	883,509	0.1%
CUADI	-	442,576	-	442,576	325,458	768,034	0.1%
IPED	516,881	116,566	129,200	762,647	-	762,647	0.1%
AIR	569,400	138,600	41,028	749,028	-	749,028	0.1%
CIEFFA	480,484	122,972	113,200	716,656	-	716,656	0.1%
Total partiel hormis opérations de soutien de la paix	128,419,006	58,478,641	3,782,191	190,679,838	310,518,856	501,198,694	65.2%
AMISOM	14,483,387	236,170,700	-	250,654,087	-	250,654,087	32.6%
MNJTF	-	7,161,400	-	7,161,400	-	7,161,400	0.9%
LRA	-	1,461,205	-	1,461,205	-	1,461,205	0.2%
HRMOM	-	8,806,508	-	8,806,508	-	8,806,508	1.1%
Total partiel / opérations de soutien de la paix	14,483,387	253,599,813	-	268,083,200	-	268,083,200	35%
Total	142,902,393	312,078,454	3,782,191	458,763,038	310,518,856	769,281,894	100%

BUDGET 2018 DE L'UNION
Comparaison du budget par catégories de dépenses

en millions de dollars EU

	2017						2018						
	Coûts du personnel	Coûts de fonctionnement	Dépenses en capital	Sub Total	Programmes	TOTAL	Coûts du personnel	Coûts de fonctionnement	Dépenses en capital	Sub Total	Programmes	TOTAL	Part (%) du budget
CUA	81.83	26.15	1.53	109.51	246.23	355.74	90.84	37.61	2.50	130.95	245.88	376.82	49.0%
NEPAD	7.85	1.57	0.03	9.44	32.00	41.44	8.09	2.06	0.15	10.30	40.37	50.67	6.6%
PAP	8.90	6.44	0.24	15.58	6.44	22.02	9.81	7.06	0.17	17.04	2.92	19.96	2.6%
CACM	2.71	1.17	0.09	3.97	-	3.97	2.71	1.17	0.09	3.97	13.38	17.35	2.3%
CAfDHP (la Cour)	5.90	2.75	0.06	8.71	1.61	10.32	6.63	3.66	0.29	10.58	1.24	11.82	1.5%
CADHP (la Commission)	2.39	2.16	0.06	4.61	0.91	5.53	3.19	2.38	0.04	5.61	0.71	6.32	0.8%
Conseil consultatif sur la corruption	0.80	1.00	0.06	1.86	0.53	2.40	0.86	1.22	-	2.08	0.76	2.84	0.4%
UPA	1.84	0.44	0.25	2.53	-	2.53	2.15	0.67	0.00	2.82	-	2.82	0.4%
ECOSSOC	-	1.12	-	1.12	-	1.12	-	1.21	-	1.21	1.31	2.53	0.3%
Conseil de paix et de sécurité	-	-	-	-	1.05	1.05	-	-	-	-	3.04	3.04	0.4%
AFREC	1.13	0.12	0.03	1.28	-	1.28	1.13	0.12	0.03	1.28	-	1.28	0.2%
AFRIPOL	0.71	0.10	0.14	0.95	-	0.95	0.71	0.10	0.14	0.95	-	0.95	0.1%
OASTI	0.70	0.13	0.09	0.92	-	0.92	0.70	0.13	0.09	0.92	-	0.92	0.1%
CAEDBE	0.03	0.24	-	0.27	0.56	0.83	0.03	0.26	-	0.29	0.59	0.88	0.1%
CUADI	-	0.42	-	0.42	0.31	0.73	-	0.44	-	0.44	0.33	0.77	0.1%
IPED	0.52	0.12	0.13	0.76	-	0.76	0.52	0.12	0.13	0.76	-	0.76	0.1%
AIR	0.48	0.17	0.11	0.76	-	0.76	0.57	0.14	0.04	0.75	-	0.75	0.1%
CIEFFA	0.48	0.12	0.11	0.72	-	0.72	0.48	0.12	0.11	0.72	-	0.72	0.1%
Total hormis AMISOM	116.26	44.23	2.93	163.41	289.63	453.04	128.42	58.48	3.78	190.68	310.52	501.20	65%
AMISOM	13.58	311.53		325.11	10.85	335.97	14.48	236.17	-	250.65	-	250.65	32.6%
MNJTF		23.00		23.00		23.00	-	7.16	-	7.16	-	7.16	0.9%
LRA		2.08		2.08		2.08	-	1.46	-	1.46	-	1.46	0.2%
HRMOM		8.85		8.85		8.85	-	8.81	-	8.81	-	8.81	1.1%
Total intégrant l'AMISOM	129.84	389.69	2.93	522.46	300.48	822.94	142.90	312.08	3.78	458.76	310.52	769.28	100%

BUDGET 2018 DE LA CUA
Budget-Programme 2018 de la CUA par Département

Departement	2017 Total	Budget principal 2018	Fonds par intermédiation 2018	Assistance technique 2018	Projets spéciaux 2018	Total 2018	Variation	%
Ressources humaines, Science et Technologie	41,199,928	20,411,078	43,422,800	935,660	0	64,769,538	23,569,610	57%
Paix et sécurité	38,444,906	39,684,163	0	1,448,660	0	41,132,823	2,687,917	7%
Economie rurale et agriculture - IBAR	40,432,601	472,100	19,616,576	0	500,000	20,588,676	(19,843,925)	-49%
Infrastructure et Energie	25,852,527	9,780,733	7,000,000	2,219,815	0	19,000,548	(6,851,979)	-27%
Bureau du Président - Cabinet	13,578,266	14,466,896	0	0	2,767,822	17,234,718	3,656,452	27%
Commerce et Industrie	13,424,300	2,162,614	0	223,428	10,518,616	12,904,658	(519,642)	-4%
Affaires sociales	13,897,108	7,466,097	59,907	2,238,550	2,116,770	11,881,324	(2,015,784)	-15%
Bureau du Conseiller juridique	2,970,613	3,562,911	5,263,796	600,155	0	9,426,862	6,456,249	217%
Affaires politiques	10,481,412	5,460,889	0	3,237,928	706,824	9,405,641	(1,075,771)	-10%
Economie rurale et agriculture	12,554,636	9,018,318	556,451	1,537,068	0	11,111,837	(1,442,799)	-11%
Administration et mise en valeur des ressources humaines	14,277,078	7,259,337	0	91,800	0	7,351,137	(6,925,941)	-49%
Affaires économiques	5,479,241	2,933,228	0	49,000	2,181,884	5,164,112	(315,129)	-6%
SPPMERM	2,640,250	2,571,664	0	21,000	0	2,592,664	(47,586)	-2%
Femmes, genre et développement	1,990,276	2,848,585	0	0	0	2,848,585	858,309	43%
Programme, Budget, Finance et Comptabilité	4,447,473	4,559,828	0	0	0	4,559,828	112,355	3%
CIDO	473,132	1,288,120	0	0	0	1,288,120	814,989	172%
Bureau du Vice-président - Cabinet	764,461	982,082	0	0	0	982,082	217,621	28%
Information et Communication	1,163,226	1,566,500	0	0	0	1,566,500	403,274	35%
Service de conférences et des publications	1,049,358	750,960	0	0	0	750,960	(298,398)	-28%
Unité de coordination du NEPAD	382,320	45,900	0	0	0	45,900	(336,420)	-88%
Services médicaux	208,800	395,533	0	0	0	395,533	186,733	89%
Bureau du vérificateur interne	200,540	350,635	0	0	0	350,635	150,095	75%
Bureau du Secrétaire général de la Commission	168,365	258,410	0	0	0	258,410	90,045	53%
Services du protocole	144,650	265,000	0	0	0	265,000	120,350	83%
Total CUA	246,225,467	138,561,581	75,919,530	12,603,064	18,791,916	245,876,091	(349,376)	0%

Observations :

Catégorie	2017	2018	Variation	%
Budget principal	129,063,254	138,561,581	9,498,328	7%
Budget des fonds par intermédiation	88,019,422	75,919,530	(12,099,892)	-14%
Projets spéciaux	24,449,069	18,791,916	(5,657,153)	-23%

Assistance technique	4,693,722	12,603,064	7,909,342	169%
Grand Total	246,225,467	245,876,091	(349,376)	0%

BUDGET 2018 DE L'UNION

Changements découlant de la réunion du Sous-comité

Organe	Budget 2018 (Avant le Sous-comité)	Budget 2018 (Après le Sous-comité)	Variation	% de variation
CUA	379,695,342	376,824,793	(2,870,549)	-0.8%
AMISOM	332,500,424	250,654,087	(81,846,337)	-24.6%
NEPAD	50,766,998	50,667,815	(99,184)	-0.2%
Parlement panafricain (PAP)	20,719,408	19,964,559	(754,849)	-3.6%
CACM	17,350,276	17,350,276	0	0.0%
Cour africaine des droits de l'homme et des peuples (CAfDHP) (La Cour)	12,245,075	11,820,159	(424,916)	-3.5%
Commission africaine des droits de l'homme et des peuples (CADHP) (La Commission)	6,349,868	6,319,680	(30,188)	-0.5%
Conseil consultatif sur la corruption	4,512,070	2,843,728	(1,668,342)	-37.0%
UPA	2,821,977	2,821,977	0	0.0%
ECOSSOC	2,528,666	2,528,666	0	0.0%
Conseil de paix et de sécurité	1,410,884	3,036,746	1,625,862	115.2%
AFREC	1,275,699	1,275,699	0	0.0%
AFRIPOL	948,450	948,450	0	0.0%
OASTI	916,272	916,272	0	0.0%
CAEDBE	883,509	883,509	0	0.0%
Commission de l'Union africaine pour le droit international (CUADI)	768,034	768,034	0	0.0%
IPED	762,647	762,647	0	0.0%
AIR	749,028	749,028	0	0.0%
CIEFFA	716,656	716,656	0	0.0%
MNJTF	7,161,400	7,161,400	0	0.0%
LRA	1,461,205	1,461,205	0	0.0%
HRMOM	8,806,508	8,806,508	0	0.0%
Total	855,350,397	769,281,894	(86,068,503)	-10.1%

BUDGET 2018 DE L'UNION
Conclusions des délibérations du Sous-comité

Organe	Département	Total 2017	2018 Avant le Sous-comité	15% d'allocation de la contrepartie de l'UE	Transferts	Augmentation/(Ba isse)	Changements totaux	2018 Après le Sous-comité	Variation 2017 par rapport à 2018	%
CUA	Fonctionnement	109,509,732	129,682,217			1,266,485	1,266,485	130,948,702	21,438,970	20%
CUA	Human Resource Science and Technology	41,199,928	69,793,561			(5,024,023)	(5,024,023)	64,769,538	23,569,610	57%
CUA	Paix et sécurité	38,444,906	41,995,452		(397,293)	(465,336)	(862,629)	41,132,823	2,687,917	7%
CUA	Economie rurale et agriculture - IBAR	40,432,601	21,028,873		(940,197)	500,000	(440,197)	20,588,676	(19,843,925)	-49%
CUA	Infrastructure et Energie	25,852,527	18,314,037			686,511	686,511	19,000,548	(6,851,979)	-27%
CUA	Bureau du Président - Cabinet	13,578,266	17,188,280		79,446	(33,008)	46,438	17,234,718	3,656,452	27%
CUA	Commerce et Industrie	13,424,300	16,319,628			(3,414,970)	(3,414,970)	12,904,658	(519,642)	-4%
CUA	Affaires sociales	13,897,108	12,166,272			(284,948)	(284,948)	11,881,324	(2,015,784)	-15%
CUA	Bureau du Conseiller juridique	2,970,613	10,030,466			(603,604)	(603,604)	9,426,862	6,456,249	217%
CUA	Affaires politiques	10,481,412	9,553,302			(147,661)	(147,661)	9,405,641	(1,075,771)	-10%
CUA	Economie rurale et agriculture	12,554,636	9,180,499		940,197	991,141	1,931,338	11,111,837	(1,442,799)	-11%
CUA	Administration et mise en valeur des ressources humaines	14,277,078	7,351,137			-	0	7,351,137	(6,925,941)	-49%
CUA	Affaires économiques	5,479,241	5,524,092			(359,980)	(359,980)	5,164,112	(315,129)	-6%
CUA	SPPMERM	2,640,250	2,716,780			(124,116)	(124,116)	2,592,664	(47,586)	-2%
CUA	Femmes, genre et développement	1,990,276	1,691,789			1,156,796	1,156,796	2,848,585	858,309	43%
CUA	Programme, Budget, Finance et Comptabilité	4,447,473	1,610,750	2,767,870	214,537	(33,329)	2,949,079	4,559,828	112,355	3%
CUA	CIDO	473,132	1,288,120			-	0	1,288,120	814,989	172%
CUA	Bureau du Vice-président - Cabinet	764,461	982,082			-	0	982,082	217,621	28%
CUA	Information et Communication	1,163,226	972,959			593,541	593,541	1,566,500	403,274	35%
CUA	Service de conférences et des publications	1,049,358	750,960			-	0	750,960	(298,398)	-28%
CUA	Unité de coordination du NEPAD	382,320	414,386		(368,486)		(368,486)	45,900	(336,420)	-88%
CUA	Services médicaux	208,800	395,533			-	0	395,533	186,733	89%
CUA	Bureau du vérificateur interne	200,540	371,173			(20,538)	(20,538)	350,635	150,095	75%
CUA	Bureau du Secrétaire général de la Commission	168,365	258,410			-	0	258,410	90,045	53%
CUA	Services du protocole	144,650	114,585			150,415	150,415	265,000	120,350	83%
AMISOM	AMISOM	335,965,041	332,500,424			(81,846,337)	(81,846,337)	250,654,087	(85,310,954)	-25%
NEPAD	NEPAD	41,440,410	50,766,998		368,486	(467,670)	(99,184)	50,667,815	9,227,404	22%
Parlement panafricain (PAP)	Parlement panafricain (PAP)	22,020,159	20,719,408			(754,849)	(754,849)	19,964,559	(2,055,600)	-9%
CACM	CACM	3,971,148	17,350,276			-	0	17,350,276	13,379,128	337%
Cours africaine des droits de l'homme et des peuples (CADHP) (La Cour)	Cour africaine des droits de l'homme et des peuples (CaFDHP) (La Cour)	10,315,284	12,245,075			(424,916)	(424,916)	11,820,159	1,504,875	15%
Commission africaine des droits de l'homme et des peuples (CADHP) (La Commission)	Commission africaine des droits de l'homme et des peuples (CADHP) (La Commission)	5,525,705	6,349,868	Detail	Sub-Cttee outcome	(30,188)	(30,188)	6,319,680	793,975	Page 14 14%

Organe	Département	Total 2017	2018 Avant le Sous-comité	15% d'allocation de la contrepartie de l'UE	Transferts	Augmentation/(Ba isse)	Changements totaux	2018 Après le Sous-comité	Variation 2017 par rapport à 2018	%
Conseil consultatif sur la corruption	Conseil consultatif sur la corruption	2,396,246	4,512,070			(1,668,342)	(1,668,342)	2,843,728	447,482	19%
UPA	UPA	2,531,177	2,821,977			-	0	2,821,977	290,800	11%
ECOSSOC	ECOSSOC	1,119,557	2,528,666			-	0	2,528,666	1,409,109	126%
Conseil de paix et de sécurité	Conseil de paix et de sécurité	1,047,965	1,410,884		103,310	1,522,552	1,625,862	3,036,746	1,988,781	190%
AFREC	AFREC	1,275,699	1,275,699			-	0	1,275,699	0	0%
AFRIPOL	AFRIPOL	948,450	948,450			-	0	948,450	0	0%
OASTI	OASTI	916,272	916,272			-	0	916,272	0	0%
CAEDBE	CAEDBE	827,556	883,509			-	0	883,509	55,953	7%
Commission de l'Union africaine pour le droit international (CUADI)	Commission de l'Union africaine pour le droit international (CUADI)	731,286	768,034			-	0	768,034	36,748	5%
IPED	IPED	762,647	762,647			-	0	762,647	(0)	0%
AIR	AIR	763,494	749,028			-	0	749,028	(14,466)	-2%
CIEFFA	CIEFFA	716,656	716,656			-	0	716,656	0	0%
MNJTF	MNJTF	23,000,000	7,161,400			-	0	7,161,400	(15,838,600)	-69%
LRA	LRA	2,080,388	1,461,205			-	0	1,461,205	(619,183)	-30%
HRMOM	HRMOM	8,850,000	8,806,508			-	0	8,806,508	(43,492)	0%
		822,940,341	855,350,397	2,767,870	1	(88,836,373)	(86,068,502)	769,281,895	(53,658,446)	-7%

BUDGET 2018 DE L'UNION
Conclusions des délibérations du Sous-comité
Changements au niveau du budget de fonctionnement de la CUA

Description	Avant le Sous-comité	Après le Sous-comité	Changement	Observations
Salaire de base	34,918,368	35,175,582	257,214	En raison de l'ajustement salarial proposé
Indemnité d'ajustement de poste	14,950,960	14,972,624	21,664	En raison de l'ajustement salarial proposé
Indemnité pour personnes à charge	2,332,847	2,346,532	13,685	En raison de l'ajustement salarial proposé
Indemnité de logement	12,850,007	12,766,012	(83,995)	En raison de l'ajustement salarial proposé
Regime de retraite	7,729,528	7,782,514	52,987	En raison de l'ajustement salarial proposé
Indemnité de non résidant	552,000	399,000	(153,000)	Selon les recommandations du Sous-comité
Taux de change préférentiel(Bruxelles & Genève)	2,619,413	0	(2,619,413)	En raison de l'ajustement salarial proposé
Indemnité scolaire	5,380,560	6,248,900	868,340	En raison de l'ajustement salarial proposé
Coûts de cessation de service	1,582,332	1,882,803	300,470	En raison de l'ajustement salarial proposé
Hospitalité	116,291	161,291	45,000	Augmentation du budget relatif à la Commémoration de la journée de l'UA - Protocole
Locations	307,968	883,968	576,000	Location des résidences des Commissaires
Entretien des locaux	810,376	1,281,376	471,000	pour les nouveaux batiments (Centre de Conférences de la CUA & Julius Nyerere)
Acquisition de Laissez-Passer, drapeaux et plaques nominatives	54,640	120,000	65,360	Pour l'achat des drapeaux - Protocole
Activités liés aux services de protocole	96,100	193,000	96,900	Augmentation du budget alloué aux uniformés - Protocole
Provision pour litiges et contentieux	0	150,000	150,000	Selon les recommandations du Sous-comité
Vehicules	450,000	585,000	135,000	CAPEX : 3 véhicules : 45,000 pour les services du Protocole
Matériels de bureaux	274,849	624,849	350,000	CAPEX: matériel de confection de passeports électronique
Matériels & accessoires TI	62,264	362,264	300,000	Ajustement du CAPEX: Achat de 300 ordinateurs

AFRICAN UNION

الاتحاد الأفريقي



UNION AFRICAINE

UNIÃO AFRICANA

Addis Ababa, ETHIOPIA P. O. Box 3243 Telephone: 011-551 7700 Fax: 011-551 7844

Website: www.au.int

CONSEIL EXÉCUTIF

Trente-et-unième session ordinaire

27 juin - 1^{er} juillet 2017

Addis-Abeba (Ethiopie)

EX.CL/1016(XXXI)i C

Original : anglais

**RAPPORT DU SOUS-COMITÉ DU COREP RELATIVE AUX
TRAITEMENTS ET INDEMNITES EN VIGUEUR A L'UA**



AFRICAN UNION

الاتحاد الأفريقي



UNION AFRICAINE

UNIÃO AFRICANA

Addis Ababa, ETHIOPIA P. O. Box 3243 Telephone: 011-551 7700 Fax: 011-551 7844

Website: www.au.int

AD19904 – 72/15/24

**REUNION DU SOUS-COMITE DU COREP SUR
LA SUPERVISION ET LA COORDINATION
GENERALES DES QUESTIONS
BUDGETAIRES, FINANCIERES ET
ADMINISTRATIVES
1^{ER} - 10 JUIN 2017
BAHIR DAR (ÉTHIOPIE)**

Adv.SCttee/Comp.&Benefits/Rpt(06.17)
Original : anglais

**RECOMMANDATIONS DU SOUS-COMITÉ DU COREP SUR LES
TRAITEMENTS ET INDEMNITÉS EN VIGUEUR À L'UA**



RECOMMANDATIONS

(a) Examen de l'échelle salariale

1. Le Sous-Comité du COREP recommande la création d'une échelle de traitements pour le grade D2 sur la base de la logique selon laquelle elle élargira le système de classement de l'UA en vue de la promotion et de la mobilité de l'emploi au niveau inférieur. Le grade D2 Échelon 1 représente une progression de 3% du Grade D1 Échelon 10, puis les échelons subséquents doivent suivre la même méthodologie d'augmentation automatique de l'échelle salariale actuellement en vigueur de l'UA.

2. En outre, le COREP recommande une augmentation du salaire de base de 6,1% dans l'ensemble.

- (a) Le salaire de base mensuel du Président de la Commission sera : Catégorie D2 Échelon 10, salaire de base mensuel (10.384,50 \$EU) augmenté de 50%, soit $(10.384,50 \times 1,50) = 15.576,75$ \$EU ;
- (b) Le salaire de base mensuel du Vice-Président de la Commission sera : Catégorie D2 Echelon 10, salaire de base moyen (10.384,50 \$EU) augmenté de 32,5%, soit $(10.384,50 \times 1,325) = 13.759,46$ \$EU ;
- (c) Le salaire de base mensuel des Commissaires de la Commission, du président de la Cour africaine des droits de l'homme et des peuples (CADHP) et du secrétaire exécutif du NEPAD sera : Catégorie D2 Echelon 10, salaire de base moyen (10.384,50 \$EU) augmenté de 15,0%, soit $(10.384,50 \times 1,15) = 11.942,18$ \$EU.

(b) Indemnité de poste – PAS DE CHANGEMENT

3. Le Sous-comité du COREP recommande de maintenir les taux de l'indemnité de poste existants (**Annexe 1**) basés sur la méthode de calcul de l'indemnité de poste des Nations Unies

(a) Salaire de base mensuel
(b) Coefficient d'ajustement de l'indemnité de poste des Nations Unies
(c) Indemnité de poste par point d'indice = 1% du salaire de base mensuel
(d) Indemnité mensuel de poste = (b) x (c)

(c) Indemnité pour conjoint – PAS DE CHANGEMENT

4. Le Sous-comité du COREP recommande pour les conjoints une indemnité de 5% du salaire de base, en plus d'une indemnité de poste si le (la) conjoint (e) ne travaille pas ou reçoit une rémunération ne dépassant pas 500,00 \$EU.



(d) Retraite - PAS DE CHANGEMENT

5. Le Sous-comité du COREP recommande le maintien du taux actuel de la cotisation au régime de retraite versé par l'employeur/employé pour l'ensemble du personnel permanent comme suit :

- a. Cotisation de retraite versée par l'employeur – 19% du salaire de base plus 17%
- b. Cotisation de retraite versée par l'employé – 12% du salaire de base plus 17%

(e) Indemnité de logement – PAS DE CHANGEMENT

6. Suite à la proposition sur l'augmentation de 25% de l'indemnité actuelle de logement, le Sous-comité estime que le marché de l'immobilier, particulièrement à Addis-Abeba, étant tellement élevé qu'une augmentation de 25% ne reflèterait pas la réalité sur le terrain. Par conséquent, il appelle la Commission à revoir les chiffres par le biais d'une enquête sur les coûts de l'immobilier et de la vie, et à présenter des chiffres réalistes.

7. En passant en revue l'indemnité de logement versée aux différentes catégories du personnel tel que demandé par le Sous-comité, le Directeur de l'Administration et de la Gestion des Ressources Humaines (AHRM) a fait savoir que l'enquête menée par les Nations Unies sur le Coût de la vie et ses multiplicateurs ont été utilisés pour déterminer les nouveaux taux appliqués aux indemnités de logement pour les divers lieux d'affectation.

8. A l'issue de la communication, le Sous-comité a adopté les propositions sur les indemnités de logement fondées sur les multiplicateurs de l'enquête sur le Coût de la vie, tel qu'indiqué dans le Tableau joint (en **Annexe 1**)

(f) Indemnité d'éducation :

9. Le Sous-comité du COREP recommande les taux de l'indemnité d'éducation ainsi que la mise en œuvre du paiement de 100% des frais de scolarité engagés par les membres du personnel permanents pour un enfant à charge admissible qui étudie en Afrique ou dans n'importe quelle autre partie du monde en dehors de l'Europe et de l'Amérique du Nord comme suit:

- Jusqu'à 10.000,00 \$EU par enfant admissible et par an pour les membres du personnel permanents recrutés au niveau international ; et
- Jusqu'à 3.300,00 \$EU par enfant admissible et par an pour les membres du personnel permanents nationaux de la catégorie professionnelle et pour les membres du personnel permanents recrutés au niveau local.

10. Si des enfants admissibles étudient en Europe et / ou en Amérique du Nord, les plafonds seront les suivants :



- Jusqu'à 15.000,00 \$EU par enfant admissible et par an pour les membres du personnel permanents recrutés au niveau international ;
- Jusqu'à 5.000,00 \$EU par enfant admissible et par an pour les membres du personnel permanents nationaux de la catégorie professionnelle et pour les membres du personnel permanents recrutés au niveau local.

11. En cas de décès d'un fonctionnaire régulier, l'indemnité d'éducation de l'enfant éligible du fonctionnaire décédé sera payée jusqu'à l'âge de 21 ans, indépendamment de la date de sa nomination.

(g) Indemnité pour enfant à charge – PAS DE CHANGEMENT

12. Le Sous-comité du COREP recommande le Statu quo concernant l'indemnité pour enfant à charge de 250,00 \$EU par enfant admissible et par an versé aux membres du personnel permanents.

(h) Indemnité de non résident – PAS DE CHANGEMENT

13. Conformément à l'article 21.1 – Indemnité de non résident, des Statut et Règlement du personnel de l'UA qui stipule que « tous les membres du personnel des services généraux recrutés au niveau international, qui ne sont pas ressortissants du pays de leur lieu d'affectation, et dont le voyage pour leur première nomination a été payé par l'Union, sont en droit de recevoir, outre leur salaire de base, une indemnité de non-résident telle que définie par le Conseil exécutif ».

14. Le Sous-comité du COREP recommande le statu quo de l'indemnité de non résident pour le personnel des services généraux recrutés au niveau international (GSA4 et plus seulement) au taux de :

- (a) Avec dépendants : 3.000,00 par an
- (b) Sans dépendants : 2.400,00 par an

(i) Indemnité d'installation pour les membres des personnels recrutés au niveau international

15. Le Sous-comité du COREP recommande que l'indemnité d'installation pour les membres du personnel permanents recrutés au niveau international soit dorénavant calculée comme suit :

- Fonctionnaire : 100% - 30 jours DSA (indemnité journalière de subsistance) au taux applicable du lieu d'affectation
- Conjoint (e) éligible : 50% de l'indemnité d'installation du fonctionnaire



- Enfant éligible de 12 ans et plus : 100% de l'indemnité d'installation du fonctionnaire
- Enfant éligible de moins de 12 ans et jusqu'à 2 ans : 50% de l'indemnité d'installation du fonctionnaire
- Enfant en bas âge (moins de 2 ans) : 0% (pas d'indemnité d'installation)

(j) Indemnité en zone de conflit – PAS DE CHANGEMENT

16. Le Sous-comité du COREP recommande l'arrêt de l'application actuelle du grade spécifique plus un (exemple : P3 + 1) et la mise en place d'une indemnité de zone de conflit équivalente à 35% du salaire de base pour les personnels affectés en zone de conflit, tel que déterminé par le Conseil de paix et de sécurité. Ces membres du personnel actuels qui avaient été classés selon cette pratique doivent être remis à leur classification de poste initiale et percevoir une Indemnité de zone de conflit.

(k) Location de résidence pour les Commissaires de la CUA

17. Le Sous-comité du COREP recommande l'arrêt de l'allocation mensuelle de logement pour les commissaires et la mise en place d'une ligne budgétaire de location au taux de 6000,00 \$EU par mois et par commissaire, prélevés dans le budget opérationnel de la DAGRH pour couvrir les coûts de location d'une résidence non meublée, le paiement de factures de services publics et d'entretien des générateurs et des lieux directement gérés par la Division de l'Administration et de la Gestion des Installations, en vue de fournir des résidences décentes aux fonctionnaires élus.

(l) Calendrier de mise en application du retrait progressif des taux préférentiels pour les personnels des bureaux de Genève et de Bruxelles

18. Le COREP recommande l'arrêt immédiat des taux préférentiels actuellement appliqués aux bureaux de Genève et de Bruxelles. Les membres du personnel actuels seront soit transférés en 2017-2018 dans le cadre de la mobilité du personnel soit soumis à l'arrêt du taux préférentiel. Toute nomination ou tout transfert à ces bureaux sera soumis à l'application de l'échelle des traitements, à l'indemnité d'ajustement de poste et aux autres indemnités qui seront nouvellement appliquées uniquement.

(m) Date d'effet de la mise en œuvre de la révision des traitements salariaux et des indemnités

19. Le Sous-comité du COREP recommande que le nouveau barème des traitements et des indemnités prenne effet le 1^{er} janvier 2018.

(n) Amendement aux Statut et Règlement du personnel de l'UA

20. Conformément à l'article 16.1 des réglementations du personnel et de l'article 81 du Règlement du personnel, le COREP recommande à la Conférence, à travers les amendements du Conseil exécutif modifiant les Statut et Règlement, ce qui suit :



Règle 22.3 a) (iv) et (v) sur l'indemnité d'éducation

Para. (vi) *L'Union paiera cent pour cent (100%) des frais et coûts d'apprentissage qui, par définition, ne seront limités qu'aux frais de scolarité effectivement engagés par un membre du personnel sur la somme recommandée par le Président ou l'autorité compétente de tout autre organe et approuvé par le Conseil exécutif.*

Para. (v) *Un membre du personnel ayant plus d'un enfant éligible peut dépenser, de manière discrétionnaire, plus que les 100% approuvés pour un même enfant sous réserve que les dépenses éducatives globales pour tous ses enfants ne dépassent pas les 100% de l'indemnité d'éducation approuvée pour tous ses enfants.*

Règle 23.5 a) et 23.6 a) sur l'indemnité d'installation

Règle 23.5 a) :

*À son arrivée sur son lieu d'affectation, le membre du personnel nouvellement recruté reçoit une indemnité couvrant les frais de séjour exceptionnels, consistant en une indemnité journalière de subsistance complète, autorisée en vertu du paragraphe précédent, pour lui-même, cinquante pour cent (50%) de la somme pour le (la) conjoint (e) éligible, **cent pour cent (100%) pour les enfants éligibles âgés de 12 ans et plus, cinquante pour cent (50%) pour les enfants éligibles de moins de 12 ans et jusqu'à 2 ans**, pour une durée maximale de trente (30) jours calendaires, étant entendu qu'aucune indemnité de logement ne sera payée pour la même période.*

Règle 23.6 a) : INDEMNITE D'INSTALLATION

*Lors du transfert vers un autre lieu d'affectation, un membre du personnel a droit à une indemnité équivalente au montant de l'indemnité d'installation pour lui-même ou elle-même, **cinquante (50%) de cette somme pour le (la) conjoint (e) éligible, cinquante pour cent (50%) de cette somme pour les enfants éligibles âgés de 12 ans et plus, et vingt-cinq pour cent (25%) pour les enfants éligibles de moins de 12 ans et jusqu'à 2 ans**, pour une durée maximale de trente (30) jours calendaires, étant entendu qu'aucune indemnité de logement ne sera payée pour la même période.*

Règle 43.2 Indemnisation pour décès, blessure, maladie ou handicap imputable au service

(c) En cas de décès d'un fonctionnaire régulier ou en continuation régulière, une allocation humanitaire immédiate, équivalente à **12 mois du salaire de base, en plus de l'indemnité de poste** du fonctionnaire, est mise à la disposition



des ayants droit. **Cet avantage sera donc mis à la disposition des ayant droit des fonctionnaires dont les contrats sont à durée déterminée et à court terme.**

- (d) En cas de décès ou d'invalidité permanente d'un fonctionnaire régulier ou en continuation régulière tel que décrit dans ces Règles, cent pour cent (100%) des frais de scolarité effectivement engagés par la personne éligible à charge, sur le montant recommandé par le président ou l'autorité compétente de tout autre organe, et approuvé par le Conseil exécutif, sont payés par l'Union à l'école. Cette assistance éducative continuera jusqu'à ce que les enfants éligibles aient atteint 21 ans, quelle que soit la date de nomination du fonctionnaire. Ce paiement ne doit pas être déductibles des indemnités de cessation de services.

INDEMNITE DE LOGEMENT DE L'UA ENTRANT EN VIGUEUR LE 1^{er} JANVIER 2018

Services généraux Catégorie A (GSA4 - GSA6 International)	
Nouvelle: Indemnité de Logement mensuelle pour tous lieux d'affectation	1401,12
Ancienne : Indemnité de Logement mensuelle pour tous lieux d'affectation	1.000,80

Administrateurs		
ADDIS ABABA & DEBREZEIT	D1-P4	P3-P1
Nouvelle: Indemnité de Logement mensuelle pour un administrateur International	2.184,00	1,911.00
Ancienne: Indemnité de Logement mensuelle <i>de logement pour un administrateur International</i>	1.401,60	1,201.20
Allocation mensuelle de logement pour un administrateur national	40%	30%

BANJUL	D1-P4	P3-P1
Nouvelle: Indemnité de Logement mensuelle de Logement pour un administrateur International	1.459,50	1.324,80
Ancienne: Indemnité de Logement mensuelle <i>de logement pour un administrateur international</i>	1.324,80	1.104,00
Indemnité de Logement mensuelle pour un administrateur national	40%	30%

BRUXELLES	D1-P5	P4	P3-P1
Nouvelle: Indemnité de Logement mensuelle pour un administrateur international	2.484,00	2.173,50	1.932,00
Ancienne: Indemnité de Logement mensuelle <i>pour un administrateur international</i>	2.208,00	1.932,00	1.766,40
Indemnité de Logement mensuelle pour un administrateur Local	40%	40%	30%



LE CAIRE & TRIPOLI	D1-P4	P3-P1
Nouvelle : Indemnité de Logement mensuelle pour un Administrateur International	1.819,39	1.591,97
Ancienne : Indemnité de Logement mensuelle pour un Administrateur International	1.766,40	1.545,60
Indemnité de Logement mensuelle pour un administrateur Local	40%	30%

ALGIERS & LAAYOUNE	D1-P4	P3-P1
Nouvelle : Indemnité de Logement mensuelle pour un Administrateur International	1.962,00	1.545,60
Ancienne : Indemnité de Logement mensuelle pour un Administrateur International	1.766,40	1.435,20
Indemnité de Logement mensuelle pour un administrateur Local	40%	40%

CONAKRY, MONROVIA & DAKAR	D1-P4	P3-P1
Nouvelle : Indemnité de Logement mensuelle pour un Administrateur International	1.806,00	1.580,25
Ancienne : Indemnité de Logement mensuelle pour un Administrateur International	1.766,40	1.435,20
Indemnité de Logement mensuelle pour un administrateur Local	40%	30%

GENEVE	D1-P5	P4	P3-P1
Nouvelle : Indemnité de Logement mensuelle pour un Administrateur International	3.701,25	2.870,40	2.583,60
Ancienne : Indemnité de Logement mensuelle pour un Administrateur International	2.870,00	2.583,60	2.296,80
Indemnité de Logement mensuelle pour un administrateur Local	40%	40%	30%



LILONGWE	D1-P4	P3-P1
Nouvelle: Indemnité de Logement mensuelle pour un Administrateur International	1.685,25	1.401,65
Ancienne : Indemnité de Logement mensuelle pour un Administrateur International	<i>1.401,60</i>	<i>1.201,20</i>
Indemnité de Logement mensuelle pour un administrateur Local	40%	30%

ABUJA & JOHANNESBURG (PPA, APCN)	D1-P5	P4	P3-P1
Nouvelle : Indemnité de Logement mensuelle pour un Administrateur International	2.274,24	2.046,82	1.819,39
Ancienne : Indemnité de Logement mensuelle pour un Administrateur International	<i>2.208,00</i>	<i>1.987,20</i>	<i>1.766,40</i>
Indemnité de Logement mensuelle pour un administrateur Local	40%	40%	30%

NAIROBI	D1-P4	P3-P1
Nouvelle : Indemnité de Logement mensuelle pour un Administrateur International	1.770,00	1.548,75
Ancienne : Indemnité de Logement mensuelle pour un Administrateur International	<i>1.766,40</i>	<i>1.435,20</i>
Indemnité de Logement mensuelle pour un administrateur Local	40%	30%

BUJUMBURA, MORONI & ARUSHA	D1-P4	P3-P1
Nouvelle : Indemnité de Logement mensuelle pour un Administrateur International	1.860,00	1.627,50
Ancienne : Indemnité de Logement mensuelle pour un Administrateur International	<i>1.766,40</i>	<i>1.435,20</i>
Indemnité de Logement mensuelle pour un administrateur Local	40%	30%



NEW YORK	D1-P5	P4	P3-P1
Nouvelle : Indemnité de Logement mensuelle pour un Administrateur International	3.966,00	3.470,25	2.980,85
Ancienne : Indemnité de Logement mensuelle pour un Administrateur International	3.312,00	2.980,80	2.649,60
Indemnité de Logement mensuelle pour un administrateur Local	40%	40%	30%

WASHINGTON	D1-P5	P4	P3-P1
Nouvelle : Indemnité de Logement mensuelle pour un Administrateur International	3.470,25	3.312,00	2.980,85
Ancienne : Indemnité de Logement mensuelle pour un Administrateur International	3.312,00	2.980,80	2.649,60
Indemnité de Logement mensuelle pour un administrateur Local	40%	40%	30%

BAMAKO	D1-P4	P3-P1
Nouvelle : Indemnité de Logement mensuelle pour un Administrateur International	1.914,00	1.674,75
Ancienne : Indemnité de Logement mensuelle pour un Administrateur International	1.766,40	1.435,20
Indemnité de Logement mensuelle pour un administrateur Local	40%	30%

NIAMEY	D1-P4	P3-P1
Nouvelle : Indemnité de Logement mensuelle pour un Administrateur International	2.118,00	1.766,40
Ancienne : Indemnité de Logement mensuelle pour un Administrateur International	1.766,40	1.435,20
Indemnité de Logement mensuelle pour un administrateur Local	40%	30%



OUAGADOUGOU	D1-P4	P3-P1
Nouvelle : Indemnité de Logement mensuelle pour un Administrateur International	1.860,00	1.627,50
Ancienne : Indemnité de Logement mensuelle pour un Administrateur International	<i>1.766,40</i>	<i>1.435,20</i>
Indemnité de Logement mensuelle pour un administrateur Local	40%	30%

ABIDJAN	D1-P4	P3-P1
Nouvelle : Indemnité de Logement mensuelle pour un Administrateur International	2.016,00	1.766,40
Ancienne : Indemnité de Logement mensuelle pour un Administrateur International	<i>1.766,40</i>	<i>1.435,20</i>
Indemnité de Logement mensuelle pour un administrateur Local	40%	30%

YAOUNDE	D1-P4	P3-P1
Nouvelle : Indemnité de Logement mensuelle pour un Administrateur International	1.819,39	1.533,00
Ancienne : Indemnité de Logement mensuelle pour un Administrateur International	<i>1.766,40</i>	<i>1.435,20</i>
Indemnité de Logement mensuelle pour un administrateur Local	40%	30%

KINSHASA, BANGUI	D1-P4	P3-P1
Nouvelle : Indemnité de Logement mensuelle pour un Administrateur International	2.378,25	1.766,40
Ancienne : Indemnité de Logement mensuelle pour un Administrateur International	<i>1.766,40</i>	<i>1.435,20</i>
Indemnité de Logement mensuelle pour un administrateur Local	40%	30%



MALABO	D1-P4	P3-P1
Nouvelle : Indemnité de Logement mensuelle pour un Administrateur International	1.944,00	1.701,00
Ancienne : Indemnité de Logement mensuelle pour un Administrateur International	<i>1.766,40</i>	<i>1.435,20</i>
Indemnité de Logement mensuelle pour un administrateur Local	40%	30%

KHARTOUM, JUBA ET NDJAMENA	D1-P4	P3-P1
Nouvelle : Indemnité de Logement mensuelle pour un Administrateur International	1.758,75	1.401,60
Ancienne : Indemnité de Logement mensuelle pour un Administrateur International	<i>1.401,60</i>	<i>1.201,20</i>
Indemnité de Logement mensuelle pour un Administrateur International	40%	30%

MOGADISHU	D1-P4	P3-P1
Nouvelle : Indemnité de Logement mensuelle pour un Administrateur International	2.073,75	1.401,60
Ancienne : Indemnité de Logement mensuelle pour un Administrateur International	<i>1.401,60</i>	<i>1.201,20</i>
Indemnité de Logement mensuelle pour un Administrateur Local	40%	30%

PROJET
DECISION DU SOUS-COMITÉ DU COREP RELATIVE AUX TRAITEMENTS ET
INDEMNITES EN VIGUEUR A L'UA

Le Conseil exécutif :

1. **PREND NOTE** du rapport du Sous-comité du COREP sur la supervision et la coordination générales des questions administratives, budgétaires et financières sur l'examen des traitements et indemnités de l'Union africaine, dont la réunion s'est tenue à Bahir Dar (Éthiopie) du 1^{er} au 10 juin 2017;
2. **APPROUVE** : la mise en œuvre des traitements, indemnités et prestations révisés de l'UA à compter du 1^{er} janvier 2018;
3. **APPROUVE EN OUTRE** les recommandations contenues dans le rapport et qui se résument comme suit :
 - (a) **Échelle Salariale de base de L'UA** : Révision du salaire de base par une augmentation de 6.1% ;
 - (b) **Échelle Salariale catégorie D2**: Création d'une nouvelle échelle salariale pour la catégorie D2 avec progression normale de 3% selon la grille de rémunération de l'UA ;
 - (c) **Traitements mensuels de base des fonctionnaires élus** : Révision des traitements de base mensuels des fonctionnaires élus :
 - (i) **Président de la Commission de L'UA** : le traitement sera calculé à la catégorie D2, échelon 10 (10.384,50 \$ E.U), augmenté de 50%, (10.384,5 x 1.50 \$ E.U.), soit 15.576,75 \$ E.U;
 - (ii) **Vice-président de la Commission de l'UA** : le traitement sera calculé à la catégorie D2, échelon 10 (10 384,50 \$ US), augmenté de 32,5%, soit (10.384,50 \$ E.U x 1.325), soit 13.759,46 \$ E.U; et
 - (iii) **Commissaires de la Commission de l'UA, du Président de la Cour africaine des droits de l'Homme et des peuples et du Directeur général du NEPAD** : leur traitement sera calculé à la catégorie D2, échelon 10 (10,384.50 \$ EU), augmenté de 15.0% (10.384,50 x 1.15), soit 11. 942,18 \$ E.U;
 - (d) **Taux de l'indemnité de poste** : Maintien de l'indemnité de poste au taux actuellement en vigueur au niveau des différents lieux d'affectation de l'UA ;
 - (e) **Indemnité du conjoint** : Maintien de cette indemnité au taux de 5% du salaire de base, à condition que le conjoint admissible ne perçoit pas de rémunération supérieure à 500.00 \$ E.U par mois;

- (f) **Cotisations patronales et salariales pour le régime de retraite :** maintien des taux de cotisation actuels suivants pour tout le personnel permanent :
- i) Cotisations patronales de retraite : 19% du traitement de base plus 17% ; et
 - ii) Cotisations salariales de retraite : 12% du traitement de base plus 17%
- (g) **Indemnité de logement :** révision des taux des indemnités de logement pour les différents lieux d'affectation de l'UA figurant en annexe ;
- (h) **Indemnité pour frais de scolarité :** Révision des taux de l'indemnité pour frais de scolarité et mise en œuvre du paiement à 100% des frais de scolarité effectivement encourus par les membres du personnel permanent ayant des enfants à charge étudiant en Afrique ou dans d'autres parties du monde autres que l'Europe et l'Amérique du Nord. La nouvelle indemnité pour frais de scolarité s'établit comme suit :
- un maximum de 10 000 \$EU par enfant admissible par année pour le personnel régulier recruté sur le plan international ; et
 - jusqu'à 3.300 \$EU par enfant admissible par année pour le personnel professionnel régulier national et le personnel régulier recruté localement.
- Si les enfants admissibles étudient en Europe et/ou en Amérique du Nord, les plafonds se présentent comme suit :
- un maximum de 15000 \$EU par enfant admissible par année pour le personnel régulier recruté sur le plan international ; et
 - jusqu'à 5000 \$EU par enfant admissible par année pour le personnel régulier recruté localement.

En cas de décès d'un membre du personnel régulier, l'indemnité pour frais de scolarité sera versée à ses enfants admissibles de moins de 21 ans, quelle que soit la date à laquelle il aura été nommé.

- (i) **Indemnité pour enfant à charge :** maintien de l'indemnité actuelle pour personnes à charge d'un membre du personnel régulier de 250 \$EU par enfant admissible par année ;
- (j) **Indemnité de non-résidents :** maintien de l'indemnité actuelle de non-résidents pour le personnel des services généraux recruté sur le plan international (GSA4 et de niveau supérieur) au taux de :
- (i) avec personnes à charge : 3 000 \$EU par année ; et

- (ii) sans personnes à charge : 2 400,00 \$EU par année
- (k) **Indemnité d'installation** : Révision de l'indemnité d'installation pour les membres du personnel régulier recruté sur le plan international, calculée comme suit :
 - (i) **Membre du personnel** : 100% x 30 jours d'indemnité journalière de subsistance (DSA) au taux applicable sur le lieu d'affectation ;
 - (ii) **Conjoint admissible** : 50% de l'indemnité d'installation du membre du personnel ;
 - (iii) **Enfants admissibles 12 ans +** : 100% de l'indemnité d'installation du membre du personnel ;
 - (iv) **Enfants admissibles de moins de 12 ans et jusqu'à 2 ans** : 50% de l'indemnité d'installation du membre du personnel ; et
 - (v) **Nourisson (enfant de moins de 2 ans)** : aucune Indemnité d'installation.
- (l) **Indemnité de zone de conflit** : interruption de l'application actuelle de grade spécifique plus un (p. Ex. P3 +1) et introduction d'une Indemnité de zone de conflit d'un salaire de base maximal de 35% pour les employés postés dans la zone de conflit, tels que définis par le Conseil de paix et de sécurité de l'UA. Les membres du personnel ayant été soumis à cette pratique retournent à leur classification de poste originale et il leur est versée une indemnité de zone de conflit.
- (m) **Location de la résidence officielle des commissaires de la Commission de l'UA** : interruption de paiement de l'indemnité de logement des commissaires de la Commission de l'UA et introduction d'une nouvelle ligne budgétaire de location dans le budget de fonctionnement de l'AHRMD au taux de 6000\$EU par mois pour chaque commissaire de la Commission de l'UA pour couvrir le coût de la location d'une résidence décente non meublée, le paiement de factures de services publics et d'entretien des générateurs et des locaux. Le budget est géré par la Division de l'administration et de la gestion des installations.
- (n) **Calendrier pour l'élimination progressive des taux préférentiels pour le personnel des bureaux de Genève et de Bruxelles** : interruption des taux préférentiels actuellement appliqués aux bureaux de l'UA à Genève et à Bruxelles. Le personnel actuel sera soit transféré en 2017-2018 dans le cadre de la mobilité du personnel ou faire l'objet de l'interruption des taux préférentiels. Tout membre du personnel nommé ou transféré à l'un ou l'autre de ces bureaux se verra appliqué seulement la nouvelle grille de traitement et d'indemnité de poste et autres indemnités.

4. **RECOMMANDE** à la Conférence que les amendements aux articles 22.3.a) (iv) et (v) sur l'indemnité pour frais de scolarité et 23.5 (a) et 23.6 (a) sur l'indemnité d'installation, 43.2 sur l'indemnité pour décès soient libellés comme suit :

A. Article 22.3.a) (iv) et (v) sur l'indemnité pour frais de scolarité

Para. (iv) L'Union paiera 100 pour cent (100%) des frais et des coûts d'apprentissage qui, par définition, ne doivent être limités qu'aux frais scolaires effectivement encourus par un membre du personnel du montant recommandé par le Président ou l'autorité compétente de tout autre organe et approuvé par Le Conseil exécutif

Para. (v) Un membre du personnel ayant plus d'un enfant admissible peut, de façon discrétionnaire, dépenser au-delà de 100% du montant approuvé pour n'importe quel enfant, à condition que le montant cumulé des dépenses pour l'éducation de tous les enfants ne dépasse pas le montant autorisée de 100% d'indemnité scolaire pour l'ensemble de ses enfants.

B. Article 23.5 (a) et 23.6 (a) sur l'indemnité d'installation

Article 23.5(a) :

À son arrivée dans son lieu d'affectation, le membre du personnel nouvellement recruté bénéficie d'une indemnité pour couvrir les frais de subsistance extraordinaires constituée du montant total de l'indemnité journalière autorisé en vertu du paragraphe précédent pour lui-même; Cinquante pour cent (50%) de ce montant pour un conjoint admissible; cent pour cent (100%) de ce montant pour les enfants admissibles de 12 ans et plus; Et cinquante pour cent (50%) de ce montant pour les enfants admissibles de moins de 12 ans et jusqu'à 2 ans pour une période maximale de trente (30) jours civils, compte tenu du fait qu'aucune indemnité de logement ne sera payée pour la même période.

Article 23.6(a) :

Un membre du personnel doit, au moment de leur mutation, bénéficier d'une indemnité équivalente à la somme de l'indemnité d'installation pour lui-même (50%) de ce montant pour un conjoint admissible; Cinquante pour cent (50%) de ce montant pour les enfants admissibles de 12 ans et plus; et vingt-cinq pour cent (25%) de ce montant pour les enfants admissibles de moins de 12 ans et jusqu'à l'âge de 2 ans pour une période maximale de trente (30) jours civils, compte tenu du fait qu'aucune indemnité de logement ne sera payée pour la même période.

C. Article 43.2 Indemnisation en cas de décès, de blessure, de maladie ou d'incapacité imputables au service

L'article 43.2 est entièrement amendé et se lit comme suit :

- (a) En cas de décès ou invalidité permanente d'un membre du personnel régulier ou permanent, une subvention humanitaire de 12 mois de traitement de base plus l'indemnité de poste de ce membre du personnel est immédiatement mise à la disposition des bénéficiaires. Cette subvention sera également mise à la disposition des bénéficiaires des membres du personnel recruté sur la base de contrat à durée déterminée et à court terme.
 - (b) À la suite du décès d'un membre du personnel régulier ou de l'invalidité permanente d'un membre du personnel régulier, tel que décrit dans les présents articles, 100% (100%) des frais de scolarité réellement encourus par les personnes à charge admissibles selon le montant recommandé par le président ou l'autorité compétente de tout autre Organe et approuvé par le Conseil exécutif sont versés par l'Union à l'école. Cette aide à l'éducation se poursuit jusqu'à ce que la personne à charge admissible atteigne l'âge de 21 ans, quel que soit le moment où le membre du personnel a commencé son service au sein de l'Organisation. Ce versement ne peut être déductible des prestations dues à la cessation de service du membre du personnel.
 - (c) Un bénéficiaire éligible peut demander et recevoir une avance ne dépassant pas deux mois du salaire brut du défunt afin d'alléger les difficultés financières, qui sera déduite intégralement des prestations de cessation de service
- 5. DELEGUE** au Comité des Représentants permanents (COREP) la responsabilité d'approuver les modalités de la mise en œuvre des arriérés de trois ans dans le cadre la révision des salaires ainsi que des nouvelles indemnités de fin de service.
- 6. DEMANDE** à la Commission de mettre en œuvre un système efficace de gestion des performances, un plan d'avancement professionnel et de développement des carrières en vue d'améliorer la rétention du personnel et assurer une prestation de service de qualité.
- 7. S'ATTEND** à ce que les membres du personnel de l'Union améliorent de manière significative leurs engagements envers l'Union et le continent en particulier leurs prestations de service et **DEMANDE PAR AILLEURS** à la Commission de mettre en place un mécanisme efficace de gestion du personnel pour veiller à ce que les meilleurs fonctionnaires soient récompensés et qu'ils soient mis fin au service de ceux dont les rendements ne répondent pas aux normes convenues.

INDEMNITE DE LOGEMENT DE L'UA ENTRANT EN VIGUEUR LE 1^{er} JANVIER 2018

Administrateurs et fonctionnaires permanents		
NIAMEY	D1-P4	P3-P1
Indemnité de Logement mensuelle pour un administrateur International	2,118.00	1,766.40
Indemnité de Logement mensuelle pour un administrateur International	40%	30%
OUAGADOUGOU	D1-P4	P3-P1
Indemnité de Logement mensuelle pour un administrateur International	1,860.00	1,627.50
Indemnité de Logement mensuelle pour un administrateur International	40%	30%
ABIDJAN	D1-P4	P3-P1
Indemnité de Logement mensuelle pour un administrateur International	2,016.00	1,766.40
Indemnité de Logement mensuelle pour un administrateur International	40%	30%
YAOUNDE	D1-P4	P3-P1
Indemnité de Logement mensuelle pour un administrateur International	1,819.39	1,533.00
Indemnité de Logement mensuelle pour un administrateur International	40%	30%

KINSHASA, BANGUI	D1-P4	P3-P1
Indemnité de Logement mensuelle pour un administrateur International	2,378.25	1,766.40
Indemnité de Logement mensuelle pour un administrateur International	40%	30%
MALABO	D1-P4	P3-P1
Indemnité de Logement mensuelle pour un administrateur International	1,944.00	1,701.00
Indemnité de Logement mensuelle pour un administrateur International	40%	30%
KHARTOUM, JUBA AND NDJAMENA	D1-P4	P3-P1
Indemnité de Logement mensuelle pour un administrateur International	1,758.75	1,401.60
Indemnité de Logement mensuelle pour un administrateur International	40%	30%
MOGADISHU	D1-P4	P3-P1
Indemnité de Logement mensuelle pour un administrateur International	2,073.75	1,401.60
Indemnité de Logement mensuelle pour un administrateur International	40%	30%

AFRICAN UNION

الاتحاد الأفريقي



UNION AFRICAINE

UNIÃO AFRICANA

Addis Ababa, ETHIOPIA P. O. Box 3243 Telephone: 011-551 7700 Fax: 011-551 7844

Website: www.au.int

AD19960 – 12/29/24

**RÉUNION DU SOUS-COMITE DU COREP SUR
LA SUPERVISION ET LA COORDINATION
GÉNÉRALE DES QUESTIONS BUDGÉTAIRES,
FINANCIÈRES ET ADMINISTRATIVES
1^{er} - 10 JUIN 2017
BAHIR DAR (ÉTHIOPIE)**

Adv.SCttee/NY/Rpt(06.17)
Original : anglais

**RAPPORT DU SOUS-COMITÉ DU COREP
SUR L'ANNULATION DE LA DÉCISION DU CONSEIL EXÉCUTIF
CONCERNANT LA VENTE DE L'ANCIEN IMMEUBLE DU
BUREAU DE L'UA À NEW YORK**

A. OBSERVATIONS ET RÉPONSES

1. Après la présentation faite par le Directeur de l'Administration et des ressources humaines, les observations suivantes ont été faites par les États membres:

Observations des États membres

- i) Compte tenu du loyer relativement faible (2014) qui lui a été communiqué, la Commission doit travailler avec un promoteur immobilier afin d'obtenir un meilleur loyer. À cet égard, la proposition de la Commission pour la rénovation de l'immeuble avant sa mise en location est une bonne idée.
- ii) La Commission doit prendre en compte l'aspect impôt lié à la mise en location de l'immeuble en vue de déterminer si la location est rentable.
- iii) Il a été demandé à la Commission la raison pour laquelle le revenu tire de la location de l'immeuble serait versé dans le Fonds de l'UA pour l'entretien;
- iv) Il a été demandé à la Commission de soumettre un rapport complet sur la situation du Fonds pour l'entretien.
- v) La Commission pourrait également envisager de démolir l'immeuble et d'en construire un autre au lieu de rénover et de louer un très vieil immeuble.
- vi) Il faut donner à la Commission le temps de fournir des données complètes sur le coût de la rénovation.

Réponses de la Commission

- i) En ce qui concerne les taxes, la Commission a indiqué que d'après la loi américaine sur la location, toutes les dépenses, y compris la taxe d'habitation, l'assurance et l'entretien sont à la charge du locataire et non de l'UA.
- ii) Le montant proposé pour le loyer a été fixé à l'issue d'une étude de marché faite en 2014, qui a été présentée à Bahir Dar. Une nouvelle étude sera entreprise et le loyer mensuel se situera entre 20.000 dollars EU et 30.000 dollars EU, à condition que l'immeuble soit rénové.
- iii) L'immeuble de Washington a été construit au 19^e siècle et celui de New York en 1908. La démolition de l'immeuble de New York coûtera plus cher que sa rénovation, et il n'y a pas de fonds pour entreprendre une telle activité compte tenu de la situation financière actuelle des États membres. Il serait souhaitable de rénover l'immeuble et de le louer afin de générer des revenus pour l'Union.
- iv) Le fonds pour l'entretien a été créé pour financer les opérations majeures d'entretien et de réparation des biens immobiliers de l'UA ; la question a été

débatte à Mekele et à Addis-Abeba. Les ressources du Fonds pour l'entretien doivent provenir du Fonds d'acquisition des biens et de la location des locaux. Le montant du Fonds pour l'entretien devrait être de 3,5 millions de dollars EU, conformément à la décision du Conseil exécutif. Tous les biens immeubles de l'UA en Afrique, en Europe et aux États Unis doivent faire l'objet d'entretien.

- v) Il ne sera pas demandé aux États membres de financer les travaux de rénovation. Cela sera fait par l'intermédiaire d'un promoteur immobilier
- vi) La Commission n'a jamais utilisé le Fonds pour l'entretien sans l'approbation préalable du COREP. Le Fonds a toujours été utilisé pour les raisons pour lesquelles il a été créé.

B. RECOMMANDATIONS

2. Le Sous-comité du COREP a approuvé la recommandation de la Commission concernant l'annulation de la décision du conseil exécutif EX.CL/Dec.396(XII) de janvier 2008 concernant la vente de l'ancien immeuble du bureau de l'UA à New York afin de le louer et de générer des revenus pour l'Union.

C. PROJET DE DÉCISION

3. Le Conseil exécutif,

1. **PREND NOTE** du rapport du Sous-comité du COREP sur la supervision et la coordination générale des questions budgétaires, financières et administratives, réunies du 1er au 10 juin 2017 à Bahir Dar (Éthiopie) pour examiner, entre autres, la demande de la Commission d'annuler la décision du Conseil exécutif EX.CL/Dec.396(XII) de janvier 2008 relative à la vente de l'ancien immeuble du Bureau de représentation de l'Union africaine à New York ;
2. **APPROUVE** la recommandation d'annulation de sa précédente Décision EX.CL/Dec.396(XII) de janvier 2008 et **AUTORISE** la Commission à procéder à la rénovation et à la mise en location de l'immeuble de l'UA à New York situé dans la zone résidentielle de New York au 346 de la 50^e rue (Est), New York, États-Unis;
3. **DEMANDE** à la Commission d'entreprendre une nouvelle étude de marché par l'intermédiaire des courtiers et des promoteurs immobiliers et de soumettre les résultats de l'étude pour examen au Comité des représentants permanents (COREP) ;
4. **DEMANDE** au COREP d'élaborer en collaboration avec la Commission, les modalités de gestion des revenus tirés de la location de l'immeuble de l'UA à New York, situé au 346 de la 50^e rue (Est), New York, États-Unis.

PROJET
DÉCISION SUR L'ANNULATION DE LA DÉCISION DU CONSEIL EXÉCUTIF
RELATIVE A LA VENTE DE L'ANCIEN IMMEUBLE DU BUREAU DE L'UA À NEW
YORK ET SUR SA MISE EN LOCATION POUR GÉNÉRER DES REVENUS POUR
L'UNION

Le Conseil exécutif,

1. **PREND NOTE** du rapport du Sous-comité du COREP sur la supervision et la coordination générales des questions budgétaires, financières et administratives, réuni du 01 au 10 juin 2017 à Bahir Dar (Ethiopie) pour examiner, entre autres, la demande d'annulation de la Décision EX.CL du Conseil exécutif /Dec.396 (XII) de janvier 2008, relative à la vente de l'ancien immeuble du Bureau de représentation de l'Union africaine à New York ;
2. **APPROUVE** les recommandations lui demandant de revenir sur sa précédente Décision EX.CL/Dec.396(XII) de janvier 2008 et **AUTORISE** la Commission à procéder à la rénovation et à la location du l'immeuble de l'UA situé dans le principal arrondissement du centre-ville de la ville de New York au 346 de la 50^e rue (Est), New York (Etats-Unis) ;
3. **DEMANDE** à la Commission de réaliser une étude d'évaluation du marché locatif immobilier par l'intermédiaire des courtiers, agents ou promoteurs existants, et de soumettre les résultats de cette étude au Comité des Représentants permanents (COREP), pour examen;
4. **DEMANDE EN OUTRE** au COREP de travailler avec la Commission sur les modalités de gestion des revenus générés par la location de l'immeuble de l'UA situé au 346 de la 50^e rue (Est), à New York (Etats-Unis).

Rapport du Sous-Comité du COREP sur les Programmes et Conférences

Union Africaine

Union Africaine

<http://archives.au.int/handle/123456789/3079>

Downloaded from African Union Common Repository